

---

# Audit du niveau des charges et produits d'exploitation de Caléo

## Rapport d'audit

---

Rapport final



## Table des matières

<b>1.</b>	<b>Synthèse des résultats de l'audit .....</b>	<b>4</b>
1.1	Période ATRD4 .....	4
1.2	Trajectoire projetée par Caléo .....	5
1.3	Synthèse des ajustements .....	6
1.4	Trajectoire proposée par PMP .....	12
<b>2.</b>	<b>Contexte et objectifs de l'audit .....</b>	<b>16</b>
2.1	Contexte .....	16
2.2	Objectifs de l'audit .....	16
<b>3.</b>	<b>Déroulement de l'audit.....</b>	<b>18</b>
<b>4.</b>	<b>Présentation de l'activité de l'ELD .....</b>	<b>19</b>
<b>5.</b>	<b>Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2013-2015</b>	<b>21</b>
5.1	Hypothèses d'indexation .....	22
5.2	Principaux écarts du poste Consommations externes.....	22
5.2.1	Fournitures non stockables, achats stockés, achats de matériel .....	23
5.2.2	Loyers.....	23
5.2.3	Redevances .....	23
5.2.4	Services extérieurs, entretien et maintenance .....	23
5.2.5	Assurances .....	23
5.2.6	Autres charges.....	24
5.3	Principaux écarts du poste Charges de personnel.....	24
5.3.1	Rémunérations brutes et charges sociales .....	24
5.3.2	CCAS 1%.....	24
5.3.3	Autres charges sociales.....	24
5.4	Principaux écarts sur le poste Impôts et taxes .....	25
5.4.1	Taxe professionnelle.....	25
5.5	Principaux écarts sur le poste Recettes extra-tarifaires .....	25
5.5.1	Transfert de charge.....	25
5.5.2	Autres recettes extra-tarifaires : .....	26
5.6	Principaux écarts sur le poste Production immobilisée .....	26
<b>6.</b>	<b>Analyse des charges/produits d'exploitation prévisionnels sur la période 2018-2021 et ajustements recommandés au regard de l'analyse poste à poste .....</b>	<b>27</b>
6.1	Synthèse de la demande tarifaire de Caléo .....	27
6.2	Hypothèses d'indexation .....	29
6.3	Détails des principales augmentations.....	29
6.3.1	Achats de matériel, équipement et travaux.....	29
6.3.2	Achats matières et fournitures non stockées .....	30
6.3.3	Redevances .....	32
6.3.4	Services extérieurs .....	33
6.3.5	Assurances .....	34
6.3.6	Prestations externes .....	35

6.3.7	Dépenses de communication .....	35
6.3.8	Aides commerciales .....	35
6.3.9	Autres charges .....	36
6.3.10	Rémunération brute .....	37
6.3.11	Charges sociales .....	38
6.3.12	CCAS 1%.....	39
6.3.13	Transfert de charge.....	39
6.3.14	Autres recettes extra-tarifaires .....	39
6.3.15	Production immobilisée .....	40
<b>7.</b>	<b>Principes de dissociation comptable .....</b>	<b>41</b>
<b>8.</b>	<b>Annexes .....</b>	<b>43</b>
8.1	Demande tarifaire de Caléo.....	43
8.2	Détails des ajustements proposés par PMP .....	43
8.3	échéances des concessions .....	43
8.4	Obligations liées à la loi NOTRe et à la LTECV .....	43
8.5	Evolution des ETP entre 2015 et 2018 .....	45
8.6	Mail d'UEM Metz pour estimation des investissements informatiques .....	45
8.7	Indices de réévaluation des loyers commerciaux.....	45
8.8	Evolutions envisagées des charges de CCAS.....	45
8.9	Détail de construction de la clé ETP .....	45

# 1. Synthèse des résultats de l'audit

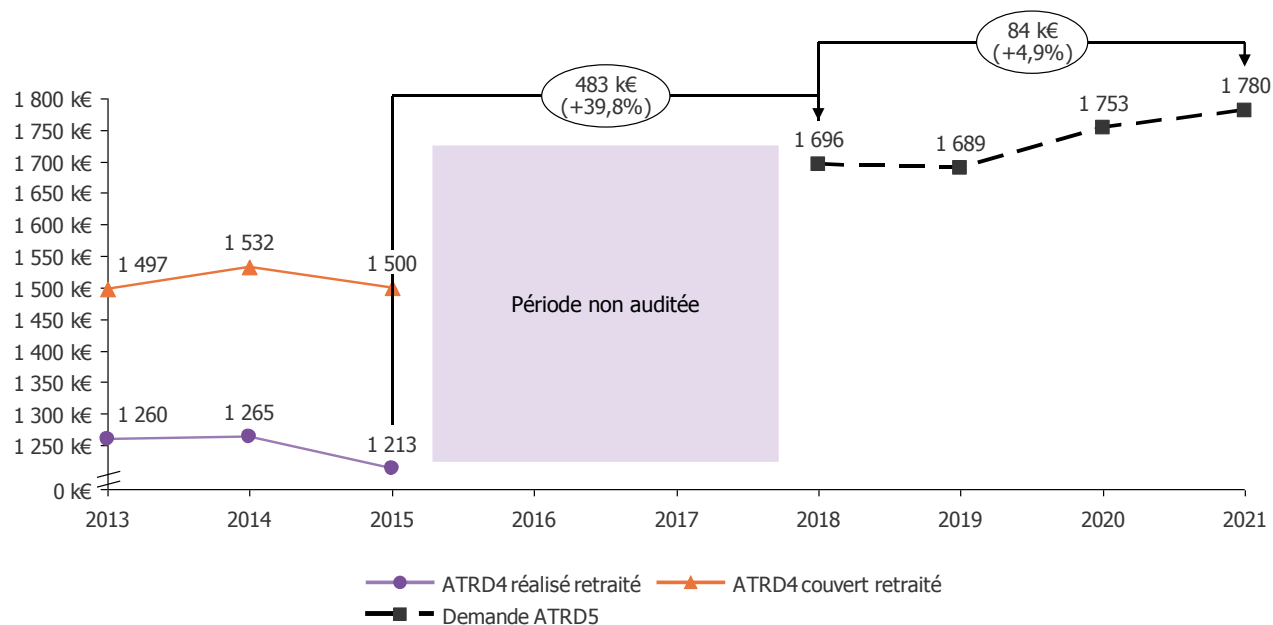
## 1.1 Période ATRD4

Sur la période ATRD4, le montant des charges réelles a été inférieur de 17% au montant couvert par le tarif soit 254 k€. Toutes les catégories de charges et de recettes participent de cet écart :

- En ce qui concerne les **Consommations externes**, les charges réelles sont inférieures de **78 k€** au montant couvert par l'ATRD4. Cet écart s'explique essentiellement par :
  - Les charges liées au plan anti-endommagement qui n'ont été que très partiellement consommées : 14 k€ au total sur les 240 k€ couverts soit un écart annuel moyen de **75 k€** ;
  - Les charges à hauteur de **15 k€** par an couvertes par l'ATRD4 mais non consommées au titre de la mise en place d'un portail GRD ;
  - La **renégociation des tarifs d'assurance** avec un écart annuel moyen de **15 k€**.
- Les **charges de personnel** sont inférieures de **57 k€** au montant couvert.
  - Environ **25 k€** d'écart s'expliquent par le **CICE** qui n'avait pas été budgété lors de l'élaboration de l'ATRD4 ;
  - Le reste de l'écart provient essentiellement de cotisations ARIAL budgétées mais non consommées.
- Les **impôts et taxes** sont inférieurs de **32 k€** au montant couvert ce qui s'explique selon Caléo par un changement de clé utilisée pour répartir la CVAE et CET.
- Les **recettes extra-tarifaires** sont supérieures de **50 k€** au montant couvert ce qui s'explique selon Caléo :
  - A hauteur de **24 k€** par un transfert de charge non récurrent et non prévu ;
  - A hauteur de **39 k€** par des prestations supplémentaires (locations de compteurs et de postes et autres prestations).
- Enfin le poste **production immobilisée** est supérieur de **63 k€** au montant couvert ce qui a été expliqué par Caléo par une augmentation du nombre de travaux.

## 1.2 Trajectoire projetée par Caléo

**Evolution des charges d'exploitation réelles et la demande tarifaire ATRD5  
2013-2021 (en k€)**



Courbes	2013	2014	2015
<b>ATR4 couvert*</b>	1 497 086	1 532 000	1 500 318
<b>ATR4 couvert retraitsé</b>	<b>1 497 086</b>	<b>1 532 000</b>	<b>1 500 318</b>

\*dont redevances couvertes par le tarif ATR4

Courbes	2013	2014	2015
ATR4 réalisé	1 680 579	1 678 798	1 574 828
<i>Retraitement des communes non péréquées</i>	[Confidentiel]		
<i>Redevances hors RODP</i>			
<i>Retraitement des recettes d'acheminement</i>	0	0	47 000
<b>ATR4 réalisé retraitsé</b>	<b>1 260 125</b>	<b>1 264 556</b>	<b>1 213 455</b>

Caléo prévoit une augmentation de charge de l'ordre de 483 k€ soit +39,8%. Cette augmentation contenue dans la demande tarifaire de Caléo (voir annexe 8.1) est principalement expliquée par les éléments ci-dessous :

- **Rémunération brutes et charges sociales :** L'augmentation sur les charges de personnel s'explique en partie par l'augmentation des ETP due aux nouvelles obligations réglementaires et par les effets de tuilage dus à des départs à la retraite au sein de l'ELD ;
- **Autres charges :** L'écart sur ce poste s'explique essentiellement par :
  - La prise en compte des charges d'impayés acheminements (42 k€) ;
  - La réalisation d'une étude stratégique sur le positionnement de Caléo (30 k€).
- **Les services extérieurs** évoluent essentiellement en raison de :
  - L'accroissement de la maintenance informatique ;
  - La géolocalisation du réseau en partie sous-traitée.

### 1.3 Synthèse des ajustements

L'audit a permis d'identifier les ajustements ci-dessous :

Poste de la demande tarifaire	Montant moyen 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Propositions d'ajustements moyens sur la période 2018-2021	Référence
Fournitures non stockables (achats d'énergie 6061xx)	6,3	0,2	2,8%	Aucun	Aucun	
Achats stockés (602xxx, 6031xx, 6032xx et 6091xx)	0,0	2,7	-100%	Le montant 2015 est de - 2,7 k€.	Aucun	
Achats de matériel, équipement et travaux (605xxx)	99,3	20,8	29,3%	Le calcul de la trajectoire n'est pas apparu satisfaisant en raison de la prise en compte de la moyenne 2013-2014 comme référence, l'année 2015 ayant été marquée par une baisse importante. Toutefois l'exclusion de 2015 n'avait pas été retenue pour le calcul des recettes correspondantes.  De plus, Caléo a appliqué une augmentation entre 2015 et 2016 à la fois des prix (+5%) ainsi que des volumes (+5%).	<b>-19 k€ / an :</b> PMP propose d'ajuster cette charge en construisant la trajectoire à partir de la moyenne 2013-2015 puis au moyen de l'IPC. La correction du calcul effectué sur le poste Achats de matériel, équipement et travaux entraîne un ajustement annuel moyen à la baisse de 19 k€ sur la période ATRD5.	6.3.1
Achats matières et fournitures non stockées (606xxx)	112,2	33,4	38,1%	Ce poste est constitué d'une partie de charges immobilisée et d'une partie non immobilisée. Cette dernière a été projetée en tenant compte d'une augmentation de 5% des chantiers entre 2015 et 2016.	<b>-2 k€ / an :</b> Ajustement sur le sous-poste travaux refacturés sans contrepartie de production immobilisée en supprimant l'hypothèse d'augmentation de 5%.	6.3.2
Loyers, crédit-bail et charges locatives (612xxx, 613xxx sauf 613220 et 614xxx)	81,1	2,1	2,8%	Aucun	Aucun	

Poste de la demande tarifaire	Montant moyen 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Propositions d'ajustements moyens sur la période 2018-2021	Référence
Redevances (613220 et 651xxx) hors redevances versées à Guebwiller	[Confidentiel]	[Confidentiel]	437,3%	<p>Les charges de droit de contrôle versées à la ville de Guebwiller ont été retraitées par Caléo et n'apparaissent pas dans sa demande tarifaire.</p> <p>En revanche, Caléo a intégré dans sa demande des redevances d'occupation des sols, de desserte et d'informatique.</p>		6.3.3
Services extérieurs entretien et maintenance (611xxx et 615xxx)	159,2	77,3	97,0%	<p>Les charges de maintenance de l'ancien logiciel de facturation n'ont pas été retirées de la demande tarifaire (12 k€ / an)</p> <p>La charge augmente également en raison de la maintenance du logiciel E-fluid (15 k€ / an). Ce dernier intègre le portail GRD pour lequel 45 k€ de charges de maintenance avaient été budgétées mais non consommées sur l'ATRD4</p> <p>Caléo a tenu compte d'un budget de 100 k€ au titre du plan anti-endommagement alors que le montant budgété sur l'ATRD4 (240 k€) n'avait été que très partiellement consommé (14 k€)</p>	<p><b>-11 k€ / an</b> : La maintenance du logiciel E-fluid doit être retraitée. Ce logiciel intègre la mise en œuvre d'un portail GRD pour lequel des charges de maintenance avaient été budgétées à hauteur de 45 k€ sur la période ATRD4 mais non consommées. Ceci génère un ajustement annuel moyen à la baisse de 11 k€ sur la période ATRD5.</p> <p><b>-11 k€ / an</b> : La période de migration de l'ancien logiciel de facturation vers le nouveau nous paraît par ailleurs excessive. En considérant une période de transition de six mois et en retirant les charges de maintenance liées à l'ancien logiciel à partir de 2019, cela entraîne un ajustement à la baisse de 42 k€ sur la période ATRD5 soit 11 k€ par an en moyenne.</p> <p><b>-25 k€ / an</b> : Le montant budgété au titre de la géolocalisation doit être totalement soustrait des montants demandés par Caléo selon PMP. Il s'agit en effet d'un report de charge de l'ATRD4 sur l'ATRD5. Cela génère un ajustement à la baisse de 100 k€ sur la période ATRD5 soit 25 k€ par an en moyenne.</p> <p><b>-15 k€ / an</b> : Les charges liées à la maintenance des postes de livraison ont été retirées</p>	6.3.4

Poste de la demande tarifaire	Montant moyen 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Propositions d'ajustements moyens sur la période 2018-2021	Référence
Assurances (616xxx)	41,0	7,8	24,0%	Caleo a utilisé la moyenne 2013-2015 comme référence pour projeter la charge sur l'ARTD5 alors que les charges d'assurance ont décru de façon importante entre 2013 et 2015 grâce à une renégociation (-20%)	<b>-7 k€ / an</b> : En tenant compte de la valeur de 2015 comme référence puis en utilisant l'IPC comme hypothèse d'augmentation, nous obtenons un ajustement annuel moyen à la baisse de 7 k€ sur la période ATRD5.	6.3.5
Prestations externes (621xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	40,3%	Caléo a bâti la trajectoire à partir de 2016 en se basant sur l'année 2014, année où un salarié avait dû être remplacé pour congés maladie	<b>-6 k€ / an</b> : PMP propose de construire la suite de la trajectoire en se basant sur la moyenne de 2013-2015. Cela génère un ajustement annuel moyen à la baisse de 6 k€ sur la période ATRD5.	6.3.6
Dépenses de Communication (623xxx)	42,2	12,0	41,0%	Les dépenses de communication de 2015 concernent majoritairement du mécénat.	<b>-42 k€/an</b> : En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation.	6.3.7
Aides commerciales (658120)	42,0	8,5	26,1%	Aucun	<b>-42 k€/an</b> : En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation.	6.3.8



Poste de la demande tarifaire	Montant moyen 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Propositions d'ajustements moyens sur la période 2018-2021	Référence
Autres charges (618xxx, 62xxxx sauf 623xxx, 65xxxx sauf redevances et aides commerciales)	266,1	83,2	41,1%	<p>Caléo explique une partie de l'augmentation constatée par la prise en compte de la gestion des impayés acheminements à partir de 2016 pour un montant d'environ 42 k€ (provisions pour créances 36 k€ + créances irrécouvrables 6 k€).</p> <p>30 k€ ont été budgétés pour effectuer une étude stratégique sur le positionnement de Caléo dans le monde gazier</p> <p>Le reste de l'augmentation soit environ 6 k€ s'explique par l'augmentation du poste Formation. Cette augmentation est justifiée par Caléo par la nécessité de former le personnel au nouveau logiciel de facturation.</p>	<p><b>-15 k€ / an</b> : Lors de l'élaboration du tarif ATRD5 de GRDF, le montant des impayés acheminements qui ont été intégrées dans les charges à couvrir correspondait à 0,9% du revenu autorisé. Le montant provisionné au titre des impayés acheminements a été recalculé en suivant cette méthode ce qui génère un ajustement annuel moyen à la baisse de 15 k€ sur la période ATRD5.</p> <p><b>-8 k€ / an</b> : L'étude sur le positionnement de Caléo dans le monde gazier ne fait pas partie selon PMP des charges qui devraient être couvertes par le tarif ATRD5. Cela entraîne un ajustement à la baisse de 30 k€ au total soit 8 k€ en moyenne par an.</p> <p><b>-47 k€ / an</b> : PMP note que le poste Autres charges comprenait en 2015 (année de référence ayant servi à la construction de la trajectoire ATRD5) des recettes liées à une étude d'injection de biométhane. Ces charges ont été soustraites par PMP afin de construire la trajectoire ATRD5. Ceci entraînerait un ajustement annuel moyen de 47 k€ sur la période ATRD5.</p>	6.3.9
Total consommation externes hors redevances versées à Guebwiller	915,2	289,9	45,6%			

Poste de la demande tarifaire	Montant moyen 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Propositions d'ajustements moyens sur la période 2018-2021	Référence
Rémunérations brutes (641xxx)	[Confidentie l]	[Confidentie l]	26,5%	La charge projetée par Caléo tient compte d'effets tuilage d'un an et n'intègre pas de GVT négatif. De plus l'augmentation constatée s'explique principalement par les 2 ETP demandés pour mettre en œuvre les obligations de la loi NOTRe et de la LTECV	<p><b>-31 k€ / an</b> : Un effet GVT négatif égal à [Confidentiel] a été introduit ce qui appelle un ajustement annuel moyen à la baisse de 31 k€</p> <p><b>-4 k€ / an</b> : La prise en compte du SNB constaté en 2016 pour l'année 2017 conduit à un ajustement annuel moyen à la baisse de 4 k€ sur la période ATRD5.</p> <p><b>-25 k€ / an</b> : La prise en compte d'un effet tuilage de [Confidentiel] engendre un ajustement annuel moyen de -25 k€ sur la période ATRD5.</p> <p><b>-40 k€ / an</b> : Au regard de la comparaison qui a été effectuée entre les neuf ELD de l'audit, il apparaît que la charge de personnel affectée à la loi NOTRe et la LTECV rapportée au nombre de PDL n'est pas dans la moyenne d'un opérateur efficace. PMP propose de réduire le nombre d'ETP affectés à ces missions de [Confidentiel]. Ceci génère un ajustement annuel moyen à la baisse de 40 k€.</p>	6.3.10
Charges sociales (645xxx)	[Confidentie l]	[Confidentie l]	33,3%	Caléo a tenu compte d'un taux de charges sociales constant sur la période ATRD5 égal à 45% de la rémunération brute	-44 k€ / an : L'application de l'évolution du taux indiquée par la CNIIEG [Confidentiel] sur la trajectoire de rémunération brute ajustée entraîne un ajustement annuel moyen à la baisse	6.3.11
CCAS 1% (6472xx)	[Confidentie l]	[Confidentie l]	32,0%	Le montant projeté se fonde sur les négociations de branche qui sont en cours	-8 k€ / an : L'évolution du mode de calcul des charges de CCAS devant encore être affiné., [Confidentiel]	6.3.12
Autres charges sociales (647xxx sauf CCAS et 648xxx)	[Confidentie l]	[Confidentie l]	-247,2%	Aucun	Aucun	
Total charges de personnel	[Confidentie l]	[Confidentie l]	27,2%			
Taxe professionnelle	33,3	0,9	2,8%	Aucun	Aucun	
Autres impôts et taxes	27,7	0,7	2,8%	Aucun	Aucun	

Poste de la demande tarifaire	Montant moyen 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Propositions d'ajustements moyens sur la période 2018-2021	Référence
Total impôts et taxes	61,0	1,6	2,8%			
Transfert de charges (791xxx)	0,0	+46,9	-100,0%	Le transfert de charge qui apparaît sur l'ATRD4 était exceptionnel	Aucun	6.3.13
Autres recettes extra-tarifaires (dont location de compteurs et de postes et autres prestations)	-223,9	-14,5	7,1%	<p>Les poste est composé des locations de compteurs et de postes ainsi que de prestations catalogue pour lesquelles la trajectoire a été construite à partir de la moyenne 2013-2015 puis au moyen de l'IPC.</p> <p>Ce poste comprend également les recettes issues des travaux pour tiers pour lesquels une hypothèse d'augmentation des chantiers de [Confidentiel] a été retenue entre 2015 et 2016. La suite de la trajectoire est construite au moyen de l'IPC.</p>	<p><b>+14 k€ / an</b> : Caléo a indiqué durant l'audit que le poste Prestations catalogue contenait en 2015 correspondant à des recettes d'acheminement en provenance des fournisseurs alternatifs (voir 5.5.2). Ces recettes n'ont pas vocation à être intégrées dans la demande tarifaire de Caléo. Nous les retirons donc du montant 2015 ce qui a un impact sur la suite de la trajectoire à partir de 2016. Ceci engendre un ajustement annuel moyen à la hausse de 14 k€ (baisse des recettes).</p> <p><b>+ 4 k€ / an</b> : PMP propose de construire la trajectoire ATRD5 des recettes travaux pour tiers sans considérer l'hypothèse d'augmentation des chantiers Cette méthode génère un ajustement annuel moyen à la hausse de 4 k€ à la hausse (baisse des recettes).</p>	6.3.14
Total recettes extra-tarifaires	-223,9	32,3	-12,9%			
Production immobilisée	-253,7	-71,1	37,2%	La méthode de construction de la production immobilisée directe repose sur une segmentation entre la main d'œuvre et la sous-traitance qui n'a pas pu être vérifiée par PMP	<b>-9 k€ / an</b> : L'application d'un ratio sur l'assiette de investissements G1 et G2 conduirait à un ajustement annuel moyen à la baisse de 9 k€ sur la période ATRD5.	6.3.15
Total production immobilisée	-253,7	-71,1	37,2%			

Poste de la demande tarifaire	Montant moyen 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Propositions d'ajustements moyens sur la période 2018-2021	Référence
<b>Total charges à couvrir (I+II+III-IV-V+VI-VII)</b>	<b>1 729,7</b>	<b>507,4</b>	<b>42,7%</b>	Caleo a acquis deux nouvelles concessions. Il s'agit des communes de Osenbach et Meyenheim. Ces concessions ne sont pas soumises à un tarif péréqué.	<b>[Confidentiel]</b> Afin de retraiter l'ensemble des charges de la demande tarifaire de Caléo du périmètre non péréqué, PMP propose d'appliquer une clé de répartition construite à partir des kilomètres de réseau d'Osenbach sur la totalité du réseau en 2015 Cette clé a été appliquée au montant de charge hors matière, travaux et production immobilisée de 2015. Nous obtenons un montant de charges de [Confidentiel] qui devraient être retranchés des charges réelles de Caléo en 2015. En continuant la trajectoire au moyen de l'IPC, le montant des charges à retraitées sur la période ATRD5 serait d'environ [Confidentiel] par an.	7

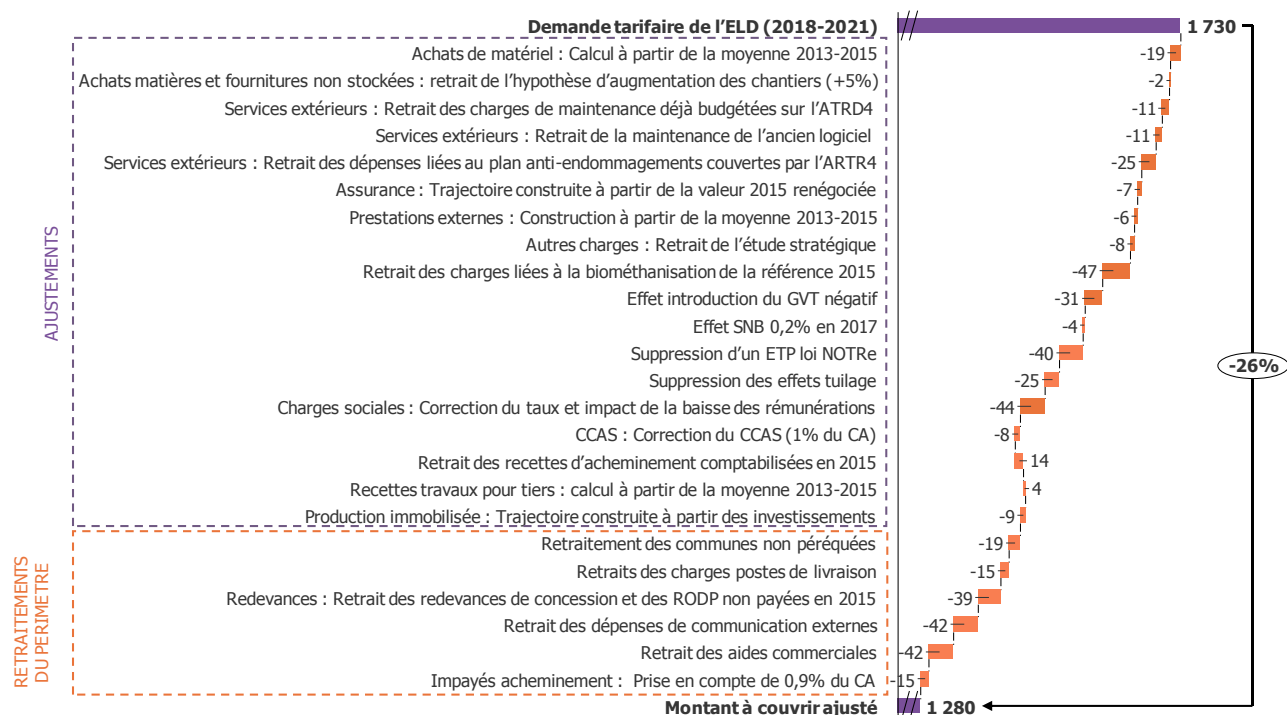
## 1.4 Trajectoire proposée par PMP

Le total des ajustements et des retraitements est de 449 k€ par an en moyenne.

	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2018-2021	Total
Demande tarifaire de l'ELD	1 696	1 689	1 753	1 780	1 730	6 919
Total des ajustements proposés	-265	-270	-280	-293	-277	-1 110
Retraitements du périmètre	-167	-170	-173	-178	-172	-688
<b>Trajectoire y compris ajustements</b>	<b>1 264</b>	<b>1 249</b>	<b>1 300</b>	<b>1 309</b>	<b>1 280</b>	<b>5 122</b>

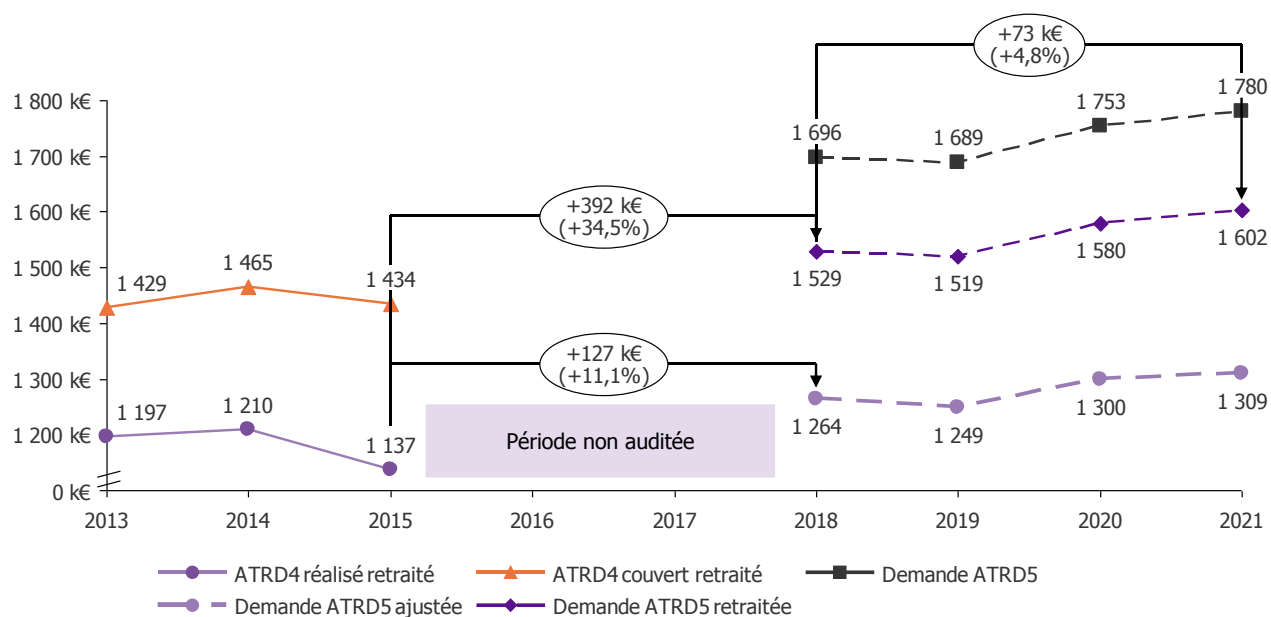
Le montant des charges à couvrir après ajustement serait donc de 1 280 k€ par an sur la période ATRD5.

### Moyenne annuelle des ajustements sur la période ATRD5 par rapport à la demande tarifaire de l'ELD (en k€)



Après ajustements et retraitements, la trajectoire de charges serait la suivante. L'écart entre 2018 et 2015 serait de 127 k€ soit +11,1%. L'écart entre 2018 et la moyenne 2013-2015 serait de 83 k€ soit +7,0%.

### Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en k€)



Courbes	2013	2014	2015
<b>ATRD4 couvert*</b>	<b>1 497 086</b>	<b>1 532 000</b>	<b>1 500 318</b>
<i>Retraitements</i>	-67 873	-67 244	-66 221
<i>Communication</i>	-7 133	-7 182	-7 214
<i>Aides commerciales</i>	-46 440	-45 657	-44 733
<i>Maintenance poste livraison</i>	-14 300	-14 405	-14 274
<b>ATRD4 couvert retraité</b>	<b>1 429 213</b>	<b>1 464 756</b>	<b>1 434 097</b>

Courbes	2013	2014	2015
<b>ATRD4 réalisé</b>	<b>1 680 579</b>	<b>1 678 798</b>	<b>1 574 828</b>
<i>Retraitements</i>	-484 050	-468 658	-437 474
<i>Aides commerciales</i>	-44 019	-33 032	-32 588
<i>Redevances hors RODP</i>	[Confidentiel]		
<i>Retraitement des communes non péréquées</i>			
<i>Retraitement des recettes d'acheminement</i>	0	0	47 000
<i>Communication</i>	-5 277	-6 979	-29 239
<i>Maintenance poste livraison</i>	-14 300	-14 405	-14 274
<b>ATRD4 réalisé retraité</b>	<b>1 196 529</b>	<b>1 210 140</b>	<b>1 137 354</b>

Courbes	2018	2019	2020	2021
<b>Demande ATRD5</b>	1 696 312	1 689 045	1 753 303	1 780 157
<i>Retraitement total</i>	-166 814	-169 835	-173 146	-177 876
<i>Impayés acheminements</i>	-15 119	-15 202	-14 876	-15 016
<i>Aides commerciales</i>	-41 104	-41 678	-42 309	-43 031
<i>Redevances hors RODP et autres redevances</i>	[Confidentiel]			
<i>Retraitement des communes non péréquées</i>				
<i>Dépenses de communication</i>	-41 227	-41 803	-42 436	-43 160
<i>Maintenance poste livraison</i>	-14 668	-14 873	-15 098	-15 356
<b>Demande ATRD5 retraitée</b>	<b>1 529 498</b>	<b>1 519 210</b>	<b>1 580 157</b>	<b>1 602 281</b>

Courbes	2018	2019	2020	2021
<b>Demande ATRD5</b>	<b>1 696 312</b>	<b>1 689 045</b>	<b>1 753 303</b>	<b>1 780 157</b>
<i>Retraitements</i>	-166 814	-169 835	-173 146	-177 876
<i>Ajustements</i>	-265 342	-270 471	-280 463	-293 351
<b>Demande ATRD5 ajustée</b>	<b>1 264 156</b>	<b>1 248 739</b>	<b>1 299 694</b>	<b>1 308 930</b>

L'écart entre 2015 et 2018 pro forma après ajustements s'explique principalement par les éléments suivants qui n'ont pas appelé de commentaire de la part de PMP :

- Les hypothèses d'inflation et d'augmentation du salaire moyen expliquent des augmentations respectives de 7 k€ (soit 0,6%) et de 42 k€ (soit 3,6%) par rapport au montant 2015 ;
- Afin de prendre en compte les nouvelles obligations issues de la loi NOTRe et de la LTECV, [Confidentiel]ETP supplémentaire semble cohérent au regard de la comparaison qui a été effectuée entre les différentes ELD. Ceci représente une augmentation de **5 k€** de rémunération brute et d'environ **2 k€** de charges sociales soit une augmentation totale de **[Confidentiel]** ;
- Par ailleurs, le poste maintenance informatique augmentera selon Caléo à hauteur de **7 k€ (+0,6%)** par an au titre de la loi NOTRe et à la LTECV. Cette charge a également été jugée cohérente par rapport au nombre de PDL de Caléo. Elle n'appelle donc pas de commentaires de la part de PMP ;

- L'augmentation des charges de formation justifiée par Caléo par le nouveau logiciel de formation a paru cohérente. Cela génère une augmentation de **6 k€** soit **+0,5%** ;
- PMP a pris note de la décision du CoRDIS du 19 septembre 2014 concernant les impayés d'acheminement et a calculé cette charge future en appliquant la méthode qui avait prévalu pour GRDF soit 0,9% du revenu autorisé. La charge annuelle est d'environ **27 k€** ce qui représente une augmentation de **+2,3%** ;
- **[Confidentiel]**
- L'écart entre 2015 et 2018 s'explique enfin par la valeur non représentative du poste Entretien des réseaux [Confidentiel] expliquée par un sur-provisionnement en 2014, apuré en 2015 La projection sur l'ATRD5 a été construite à partir de la moyenne de 2013-2015 ce qui génère une augmentation d'environ **28 k€** entre 2015 et 2018

## 2. Contexte et objectifs de l'audit

### 2.1 Contexte

L'article L.452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodologies utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des clients résidentiels).

Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 26 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96% de la distribution du gaz naturel en France, les 25 autres GRD se partageant les 4% restants. Parmi ces 25 GRD, les neuf plus importants ont chacun un tarif péréqué ATRD spécifique.

Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD4 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013, en application de la décision de la CRE du 25 avril 2013 et le 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour Sorégies en application de la décision de la CRE du 22 mai 2014.

La CRE travaille actuellement à l'élaboration des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD5 ») de ces neuf ELD avec l'objectif d'une entrée en vigueur en 2018 :

- Régaz-Bordeaux ;
- Réseau GDS ;
- GEG ;
- Caléo ;
- Gedia ;
- Vialis ;
- Gaz de Barr ;
- Veolia Eau ;
- Sorégies.

Les tarifs seront établis sur la base des charges prévisionnelles des opérateurs pour la prochaine période tarifaire, en distinguant pour chaque ELD :

- Les charges d'exploitation ;
- Les charges de capital.

Il est donc essentiel pour la CRE de connaître la structure de coûts de ces ELD pour être en mesure de porter un jugement sur le niveau et l'efficacité de ces coûts. Le niveau de charges retenu doit répondre au principe établi par l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs [...] sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace ».

Dans ce contexte, la CRE a décidé de confier au cabinet PMP l'audit des charges d'exploitation des 9 ELD citées ci-avant. Le présent rapport porte sur l'audit de la société Caléo.

### 2.2 Objectifs de l'audit

Dans ce contexte, l'audit a pour objectif de permettre à la CRE de disposer d'une compréhension complète des charges et produits d'exploitation actuels de ces neuf ELD constatés au cours des exercices comptables 2013 à 2015, et 2016 si disponible, et des charges et produits d'exploitation prévisionnels (période 2016-2021) présentés par ces opérateurs pour la période tarifaire à venir.



Pour ce faire, cet audit se base d'une part sur une analyse détaillée des charges nettes d'exploitation des ELD réalisées pour la période 2013-2015 (2016 si disponible), des charges nettes d'exploitation prévisionnelles pour la période 2016-2021 communiquées lors de la demande tarifaire initiale des ELD en décembre 2016, d'autre part sur des éléments de benchmark entre ELD et avec GRDF.

L'audit a donc pour objectifs de fournir à la CRE :

- Une description précise de la nature des charges et produits d'exploitation supportés par chaque ELD sur la période 2013-2021 et des hypothèses sous-jacentes à leur évolution ;
- Une appréciation sur les évolutions proposées par chaque ELD sur les exercices 2018-2021 dans le cadre des travaux tarifaires, en s'appuyant notamment sur l'analyse du niveau des charges constatées sur les exercices 2013, 2014, 2015 et 2016 si disponible ;
- Si la demande de l'ELD ne repose pas sur un niveau de coût correspondant à ceux d'un opérateur de réseau efficace, une proposition d'ajustement de cette demande.

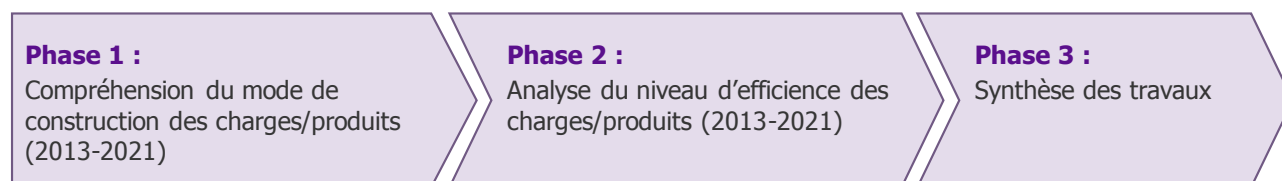
**Pour des raisons de secret commercial et industriel, certaines parties de ce rapport ont été rendues confidentielles.**

**Convention de présentation des données dans ce rapport :**

- Signes des charges tarifaires : (+) ;
- Signe des produits tarifaires : (-) ;
- Ecart = Réalisé – BP ATRD4 ;
- Les années pour lesquelles les charges réelles sont disponibles sont indiquées par la lettre R ;
- Les années pour lesquelles les charges sont prévisionnelles sont indiquées par la lettre P.

### 3. Déroulement de l'audit

L'audit a été organisé en 3 phases :



**Au cours de la phase 1, nous avons visé, pour chaque ELD à :**

- Nous assurer du rapprochement entre les données comptables certifiées et les données réelles présentées dans les demandes tarifaires ;
- Expliciter les principales variations de charges sur la période ATRD4 ;
- Expliciter les principaux écarts entre les charges réelles et avec la prévision ATRD4 ;
- Comprendre les modes de construction des charges réelles et prévisionnelles en détaillant notamment l'ensemble des hypothèses rentrant dans le calcul de la projection de la future période tarifaire 2018-2021 ;
- Analyser les projets globaux ayant un impact sur plusieurs postes de la demande tarifaire ;
- Effectuer des premières analyses de comparaison entre ELD.

**Au cours de la phase 2,** nous avons poursuivi les analyses d'écarts menées lors de la phase 1 et cherché à approfondir les travaux en comparant les données entre ELD. De plus, des comparaisons avec les données GRDF issues de l'audit menées par le cabinet Schwartz en 2015 sur la demande tarifaire ATDR5 ont aussi été menées afin d'analyser le niveau d'efficacité des CNE de chaque ELD.

**La phase 3 a cherché à synthétiser les travaux d'audit en :**

- Rassemblant des informations recueillies au cours des phases précédentes ;
- Appréciant le niveau des charges prévisionnelles 2018-2021 au travers des méthodes et hypothèses utilisées pour les établir ;
- Recommandant à la CRE, après un temps d'échange avec les ELD, le niveau efficace des charges d'exploitation de chaque ELD.

L'ensemble de ces travaux ont été conduit en collaboration avec les ELD et ont notamment donné lieu à des échanges écrits et à des entretiens téléphoniques.

## 4. Présentation de l'activité de l'ELD

Créé en 1980 afin d'assurer la distribution d'eau potable à Guebwiller, le Service s'est étendu à l'activité gaz par le rachat par la ville de Guebwiller en 1998 de l'usine à gaz privée Jeanneney.

La distribution d'eau et de gaz a été progressivement développée vers les communes environnantes.

En 2005, la ville de Guebwiller a décidé de mettre fin à l'exploitation en régie et a choisi de créer avec des partenaires privés une structure commerciale d'économie mixte locale dénommée Caléo. A cette occasion, il a été conclu entre la ville de Guebwiller et Caléo un contrat de concession de 30 ans portant sur la distribution de gaz de la commune.

Avec les 16 autres communes avoisinantes, des avenants de transfert aux contrats de concession ont en principe été passés entre 2005 et 2007. Les dates d'échéance de ces contrats de concessions se répartissent ainsi (voir détail en annexe 8.1) :[Confidentiel]

Caléo réfléchit actuellement à la stratégie à mettre en œuvre afin de renouveler les contrats avec ces différentes communes.

### Chiffres clés 2015 :

- Longueur du réseau : 218 km (hors zone non péréquée) ;
- CA GRD Gaz : 3,4 M€ ;
- ETP GRD Gaz : 11,7 ;
- Nombre de PDL : 10 234 ;
- Consommation brute corrigée du climat : [Confidentiel]

Le nombre de consommateurs pour l'activité gaz est resté stable entre 2013 et 2015 et augmentera selon Caléo de 2,3% entre 2015 et 2021.

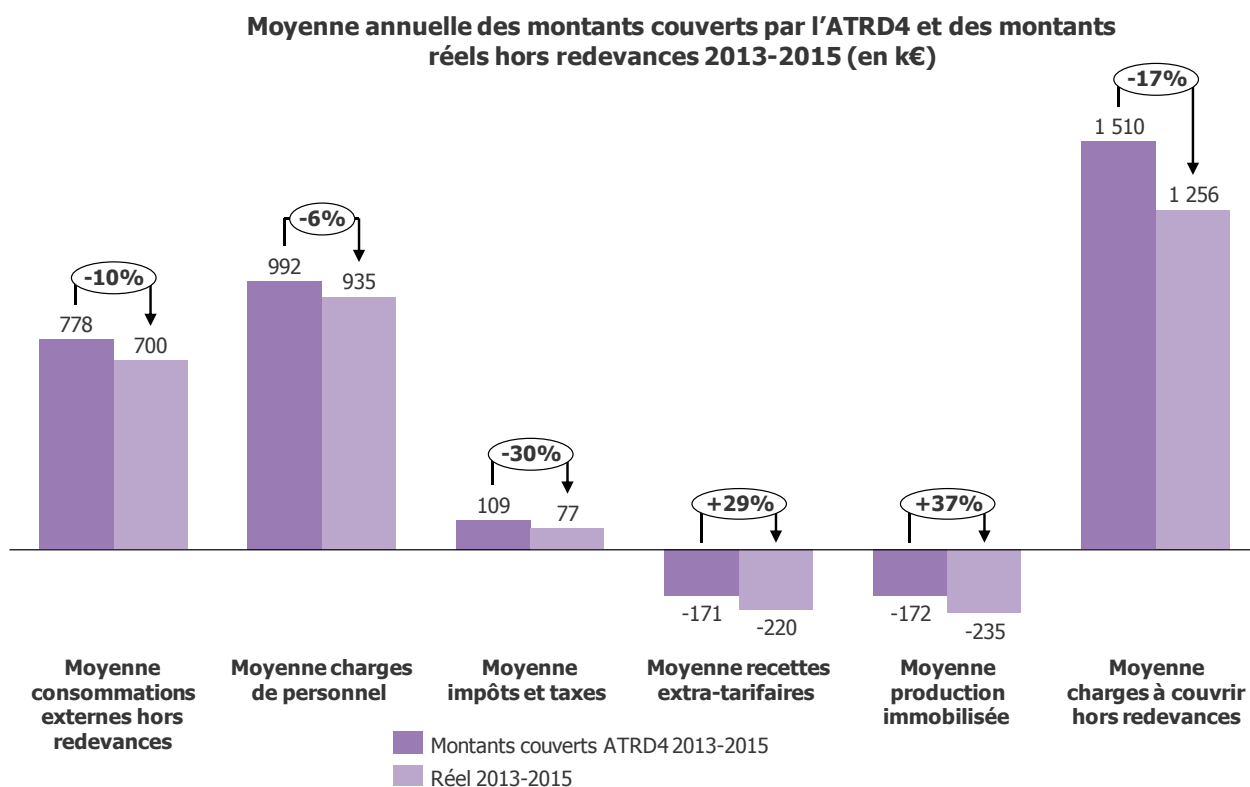
Nombre moyen annuel de PDL	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
T1	749	778	824	829	834	839	844	849	854
T2	9 400	9 369	9 325	9 360	9 395	9 430	9 465	9 500	9 535
T3	80	84	84	82	82	82	82	82	82
T4	[Confidentiel]								
TP									
<b>Total</b>	<b>10 230</b>	<b>10 232</b>	<b>10 234</b>	<b>10 274</b>	<b>10 314</b>	<b>10 354</b>	<b>10 394</b>	<b>10 434</b>	<b>10 474</b>

La consommation brute corrigée du climat a augmenté de 4,2% sur la même période 2013-2015 et diminuera selon Caléo de 3,6% entre 2015 et 2021.

<b>Consommations corrigées du climat (MWh)</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>T1</b>	3 481	1 435	1 504	1 456	1 481	1 506	1 531	1 556	1 581
<b>T2</b>	162 290	159 893	174 914	167 039	167 669	168 299	168 929	169 559	170 189
<b>T3</b>	106 375	116 586	105 640	68 503	68 503	68 503	68 503	68 503	68 503
<b>T4</b>	[Confidentiel]								
<b>TP</b>									
<b>Total</b>	<b>301 601</b>	<b>314 056</b>	<b>314 241</b>	<b>299 616</b>	<b>300 271</b>	<b>300 926</b>	<b>301 581</b>	<b>302 236</b>	<b>302 891</b>

## 5. Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2013-2015

Sur la période ATRD4, le montant des charges réelles a été inférieur de **17%** au montant couvert par le tarif soit **254 k€**.



(1) : Le montant total des charges à couvrir comprend également les ajustements divers (-27 k€ en moyenne) qui n'ont pas pu être imputés à un poste spécifique.

Graphique	Postes retirés du graphique
ATRD4	Aucun
Réel	Redevances hors RODP, recettes acheminement fournisseurs alternatifs

## 5.1 Hypothèses d'indexation

Le tableau ci-dessous précise les hypothèses d'indexation retenues dans la demande tarifaire ATDR4 et les données réelles IPC à mettre en regard :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Inflation pour calcul ATRD4</b>		1,9%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%
<b>Inflation réelle (source INSEE)</b>	1,87%	0,74%	0,41%	0,03%	0,19%	
<i>cumul IPC hypothèse ATRD4</i>		1,0190	1,0384	1,0581	1,0782	
<i>cumul IPC réel</i>		1,0074	1,0115	1,0118	1,0138	

## 5.2 Principaux écarts du poste Consommations externes

Sur la partie consommation externes hors redevances de contrôle versées à la ville de Guebwiller, l'écart annuel moyen entre les charges réelles et le montant couvert est de -71 k€ sur la période 2013-2015.

en € courant	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart annuel moyen 2013-2015
Fournitures non stockables (achats d'énergie 6061xx )										
Achats stockés (602xxx, 6031xx, 6032xx et 6091xx)	105 916	85 053	-20 863	112 244	80 099	-32 145	112 703	74 276	-38 427	-30 478
Achats de matériel, équipement et travaux (605xxx)										
Achats matières et fournitures non stockées (606xxx)	92 627	95 494	2 867	87 769	115 496	27 727	88 129	87 597	-532	10 020
Loyers, crédit bail et charges locatives (612xxx, 613xxx sauf 613220 et 614xxx)	91 439	83 453	-7 986	92 496	76 692	-15 803	93 262	77 197	-16 065	-13 285
Redevances (613220 et 651xxx)	[Confidentiel]									
dont occupation des sols										
dont redevance de desserte										
dont redevances de droit de contrôle										
dont autres redevances										
Redevances hors redevances de droit de contrôle	35 460	17 753	-17 707	35 618	8 383	-27 235	35 660	8 496	-27 164	-24 035
Services extérieurs entretien et maintenance (611xxx et 615xxx)	171 489	112 474	-59 015	174 194	127 856	-46 338	169 144	79 686	-89 458	-64 937
dont informatique	30 168	23 082	-7 086	30 341	23 234	-7 107	30 423	25 348	-5 075	-6 423
dont sécurité des installations intérieures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assurances (616xxx)	53 350	40 294	-13 056	54 582	44 485	-10 097	55 690	32 352	-23 338	-15 497
Frais de recherche (617xxx)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prestations externes (621xxx)	[Confidentiel]									
Dépenses de Communication (623xxx)	7 133	5 277	-1 856	7 182	6 979	-203	7 214	29 239	22 025	6 655
Aides commerciales (658120)	46 440	44 019	-2 421	45 657	33 032	-12 625	44 733	32 588	-12 145	-9 064
Cessions internes reçues (cf. OPEX onglet 1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres charges (618xxx, 62xxxx sauf 623xxx, 65xxxx sauf redevances et aides commerciales)	163 255	212 346	49 091	163 811	274 711	110 900	164 019	202 167	38 148	66 046
<b>Total consommations externes</b>	<b>774 609</b>	<b>1 107 449</b>	<b>332 840</b>	<b>780 967</b>	<b>1 176 954</b>	<b>395 987</b>	<b>777 861</b>	<b>1 021 637</b>	<b>243 776</b>	<b>324 201</b>
<b>Total consommations externes hors redevances de contrôle versées à l'autorité concédante</b>	[Confidentiel]									

Les principaux écarts sont les suivants :

#### 5.2.1 Fournitures non stockables, achats stockés, achats de matériel

- **Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-30 k€ soit -28%) :** Les écarts s'expliquent par :
  - une diminution importante de coût appliqué sur le contrat de terrassements (-8%) ;
  - une baisse du nombre de chantiers (70 réalisés contre 94 budgétés). Caléo a précisé que pour la plupart ces projets ne se feront pas.
- **Evolution des charges entre 2013 et 2015 (2014 vs 2013 : -5 k€ ; 2015 vs 2014 : -6 k€) :** L'évolution continue des charges entre 2012 et 2015 est portée en partie par des variations de stocks négatives en 2014 et 2015 (respectivement -7 k€ et -3 k€).

#### 5.2.2 Loyers

- **Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-13 k€ soit -14%) :** La réévaluation des loyers est calculée chaque année selon l'indice des loyers commerciaux (voir annexe 8.7). Cet indice affiche une stabilité depuis 2013 alors que le calcul de Caléo était basé sur une augmentation de 3,97% par an.

#### 5.2.3 Redevances

- **Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 hors redevance de contrôle versée à Guebwiller (-24 k€ soit -68%) :** Cet écart s'explique : [Confidentiel]

#### 5.2.4 Services extérieurs, entretien et maintenance

- **Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-65 k€ soit -38%) :**
  - Le plan anti-endommagement explique un écart de 226 k€ entre les charges réelles et le montant couvert ATRD4. Ce plan avait été budgété à hauteur de 240 k€ sur lesquels seuls 14 k€ ont été dépensés. Le budget prévu devait permettre de cartographier en classe A 100% du réseau de Caléo et de réaliser des investigations complémentaires en cas de travaux de tiers. 70% du réseau a pu finalement être cartographié en classe A. Caléo a précisé que les portions qui ont pu être traitées sont surtout des portions situées hors zone urbaines et que les travaux avaient été réalisés par opportunité grâce aux travaux réalisés par des tiers. Caléo a indiqué que les 30% restant du réseau seraient plus complexes et plus chers à cartographier en classe A car situés en zone urbaine et que Caléo ne pourrait pas systématiquement bénéficier de l'intervention de tiers ;
  - L'écart avec le montant couvert s'explique également partiellement par la renégociation des contrats d'entretien des réseaux qui a entraîné une diminution de la charge à hauteur de 4 k€ sur la durée de l'ATRD4 ;
  - Les éléments ci-dessus sont compensés en partie par une augmentation d'environ 30 k€ des charges due à une hausse des travaux de maintenance.

#### 5.2.5 Assurances

- **Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-15 k€) :** Le montant 2015 est en diminution grâce à une renégociation des tarifs.

### 5.2.6 Autres charges

#### ➤ Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (+66 k€) :

En 2014 et 2015, Caléo a collaboré avec la Communauté de Communes de Guebwiller à une étude d'injection de biométhane sur son réseau. Les montants investis ont été remboursés et apparaissent en transfert de charges au niveau des recettes extratarifaires en 2014 et 2015 (73 k€ au total dont 26 k€ en 2014 et 47 k€ en 2015).

#### ➤ Evolution entre 2013 et 2014 (+29%) puis entre 2014 et 2015 (-26%) :

Le poste Autres charges se décompose comme indiqué ci-dessous. La variation globale constatée provient donc essentiellement du sous-poste Autres.

Les principales composantes de ce sous-poste sont les suivantes pour l'année 2015 :

[Confidentiel]

## 5.3 Principaux écarts du poste Charges de personnel

Sur la partie charges de personnel, l'écart annuel moyen entre le réel et le montant couvert ATRD4 sur la période 2013-2015 est de -57 k€.

[Confidentiel]

### 5.3.1 Rémunérations brutes et charges sociales

#### ➤ Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (+10 k€ soit +16%)

- Les écarts s'expliquent en partie par l'intégration dès 2013 de la provision pour congés payés qui n'avait pas été budgétée lors de la construction du montant ATRD4

#### ➤ Variation sur la période ATRD4 : [Confidentiel]

### 5.3.2 CCAS 1%

#### ➤ Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-32 k€ soit -54%)

- La charge a été projetée à partir du chiffre d'affaires prévisionnel. Or le chiffre d'affaires est très sensible aux conditions climatiques ce qui explique les écarts avec les montants couverts ATRD4.

### 5.3.3 Autres charges sociales

#### ➤ Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-72 k€ soit -110%)

- L'écart s'explique en partie par le CICE qui n'était pas prévu dans le montant ATRD4. Le CICE vient diminuer la charge de 29 k€ en 2013, 23 k€ en 2014 et 23 k€ en 2014 soit un montant total de 75 k€.
- Le reste de l'écart provient d'une surestimation de la cotisation Aerial.



## 5.4 Principaux écarts sur le poste Impôts et taxes

- Sur la partie impôts et taxes, les charges réelles cumulées 2013-2015 sont inférieures au montant couvert ATRD4 à hauteur de 32 k€ soit 30%.

En € courant	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart annuel moyen 2013-2015
Taxe foncière	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe professionnelle	83 290	83 229	-61	86 464	27 248	-59 216	89 457	31 683	-57 774	-39 017
Taxes assises sur les salaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Versement transport	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	22 990	36 379	13 389	23 114	26 045	2 931	23 166	26 337	3 171	6 497
<b>Total impôts et taxes</b>	<b>106 280</b>	<b>119 608</b>	<b>13 328</b>	<b>109 578</b>	<b>53 293</b>	<b>-56 285</b>	<b>112 623</b>	<b>58 020</b>	<b>-54 603</b>	<b>-32 520</b>

### 5.4.1 Taxe professionnelle

- **Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-39 k€ soit -45%)**

L'écart entre le montant couvert ATRD4 et le réalisé s'explique par la baisse de la CET entre 2013 et 2014 due à un changement de clé utilisée pour répartir cette charge. En 2013 la clé de répartition utilisée était la clé superficie. Depuis 2014, Caléo utilise la clé chiffre d'affaires. Ce changement de clés semble pertinent au regard de la nature de la charge.

## 5.5 Principaux écarts sur le poste Recettes extra-tarifaires

La moyenne annuelle des recettes extra-tarifaires sur la période 2013-2015 dépasse de 63 k€ (soit 37%) la moyenne annuelle des recettes couvertes ATRD4.

En € courant	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart annuel moyen 2013-2015
Transfert de charges (791xxx)	0	0	0	0	-26 489	-26 489	0	-46 855	-46 855	-24 448
Autres	-170 945	-227 616	-56 671	-170 723	-195 852	-25 129	-169 996	-204 478	-34 482	-38 761
<b>Total recettes extra-tarifaires</b>	<b>-170 945</b>	<b>-227 616</b>	<b>-56 671</b>	<b>-170 723</b>	<b>-222 341</b>	<b>-51 618</b>	<b>-169 996</b>	<b>-251 333</b>	<b>-81 337</b>	<b>-63 209</b>

### 5.5.1 Transfert de charge

- **Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (24 k€ non prévus à l'ATRD4)**

- Caléo a collaboré avec la Communauté de Communes de Guebwiller à une étude d'injection de biométhane sur son réseau. Les montants investis par Caléo lui ont été remboursés et apparaissent en transfert de charges au niveau des recettes extratarifaires en 2014 et 2015 (73 k€). Il s'agit d'une recette exceptionnelle qui n'avait pas été budgétée à l'ATRD4.

### 5.5.2 Autres recettes extra-tarifaires :

Le poste Autres recettes extra-tarifaires se décompose comme suit :

En k€	2013	2014	2015
	R	R	R
[Confidentiel]			
<b>Total</b>	<b>227,62</b>	<b>195,85</b>	<b>204,49</b>

#### ➤ Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (+39 k€ soit +23%)

- Caléo a justifié une partie de ces écarts par l'intégration en 2015 du tarif d'acheminement des fournisseurs alternatifs pour un montant de 40 k€. Caléo a indiqué que ces recettes étaient tarifaires et qu'elles devraient être retranchées du montant des recettes extra-tarifaires en 2015. Ces recettes ont été retirées par PMP des courbes réelles ATRD4. Ceci entraîne également un ajustement sur la période ATRD5 (voir 6.3.14) ;
- Par ailleurs, ces variations s'expliquent également selon Caléo par les variations des demandes qui rendent ce poste difficilement prévisible.

## 5.6 Principaux écarts sur le poste Production immobilisée

La moyenne annuelle de la production immobilisée sur la période 2013-2015 a dépassé de 63 k€ la moyenne annuelle de la production immobilisée couverte ATRD4.

En € courant	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	
<b>Total production immobilisée</b>	-166 100	-276 894	-110 794	-182 844	-237 364	-54 520	-167 054	-191 143	-24 089	-63 134

#### ➤ Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (63 k€ en cumulé soit +37%)

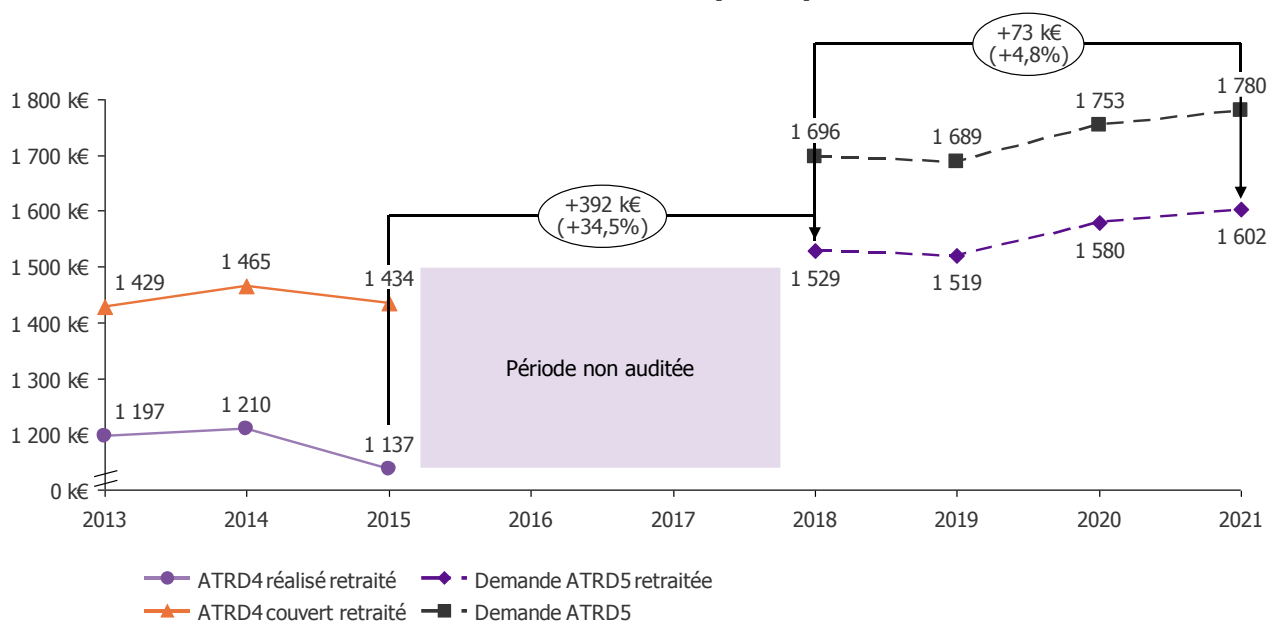
En 2013, Caléo a réalisé de nombreux travaux de renouvellement ayant engendré des charges supplémentaires en matériels et en main d'œuvre.

## 6. Analyse des charges/produits d'exploitation prévisionnels sur la période 2018-2021 et ajustements recommandés au regard de l'analyse poste à poste

### 6.1 Synthèse de la demande tarifaire de Caléo

Pour rappel, la demande tarifaire de Caléo présente une trajectoire de charges en augmentation entre 2015 et 2018 de 393 k€ soit +34,1%.

**Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en k€)**



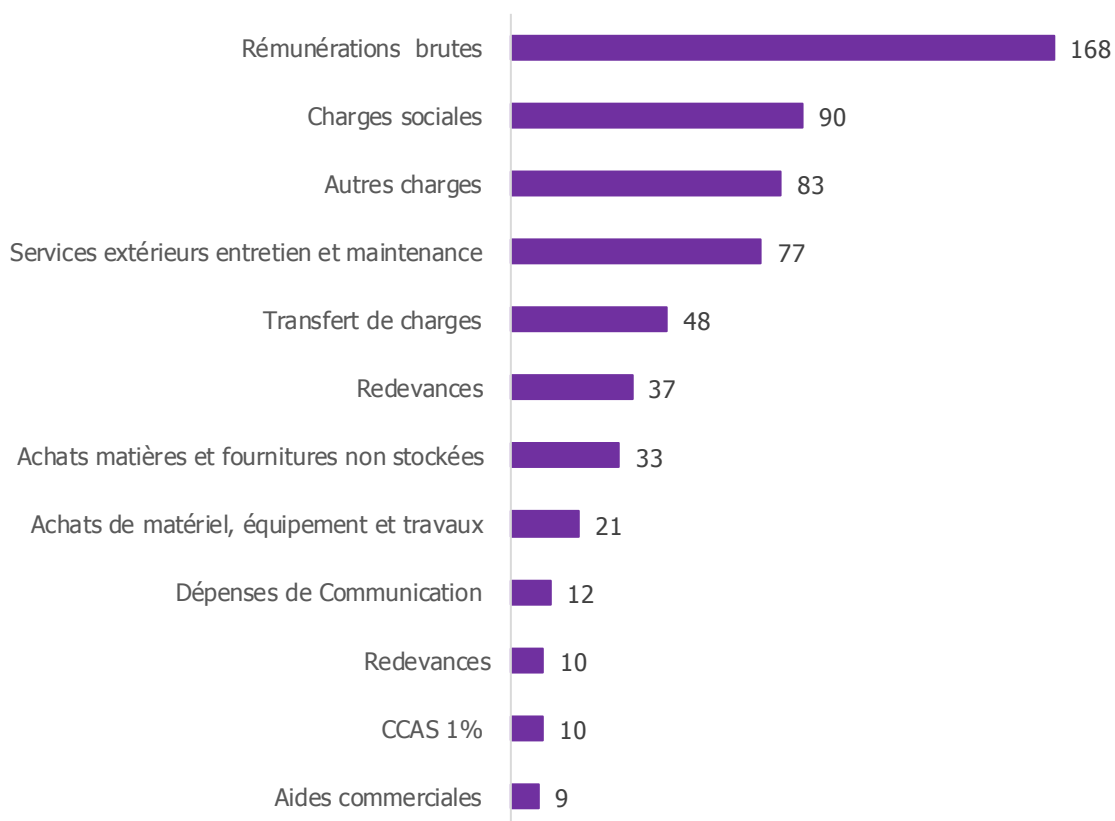
Courbes	2013	2014	2015
<b>ATRD4 couvert*</b>	1 497 086	1 532 000	1 500 318
Retraitement total	-67 873	-67 244	-66 221
Dépenses de communication	-7 133	-7 182	-7 214
Aides commerciales	-46 440	-45 657	-44 733
Maintenance poste livraison	-14 300	-14 405	-14 274
<b>ATRD4 couvert retraité</b>	<b>1 429 213</b>	<b>1 464 756</b>	<b>1 434 097</b>

Courbes	2018	2019	2020	2021
<b>Demande ATRD5</b>	1 696 312	1 689 045	1 753 303	1 780 157
Retraitement total	-166 814	-169 835	-173 146	-177 876
Impayés acheminements	-15 333	-15 340	-15 121	-15 155
Aides commerciales	-41 104	-41 678	-42 309	-43 031
Redevances hors RODP et autres redevances	[Confidentiel]			
Retraitement des communes non péréquées				
Dépenses de communication	-41 227	-41 803	-42 436	-43 160
Maintenance poste livraison	-14 668	-14 873	-15 098	-15 356
<b>Demande ATRD5 retraitée</b>	<b>1 529 498</b>	<b>1 519 210</b>	<b>1 580 157</b>	<b>1 602 281</b>

Courbes	2013	2014	2015
<b>ATRD4 réalisé</b>	<b>1 680 579</b>	<b>1 678 798</b>	<b>1 574 828</b>
Retraitement total	-484 050	-468 658	-437 474
Aides commerciales	-44 019	-33 032	-32 588
Redevances hors RODE	[Confidentiel]		
Retraitement des communes non péréquées			
Retraitement des recettes d'acheminement	0	0	47 000
Dépenses de communication	-5 277	-6 979	-29 239
Maintenance poste livraison	-14 300	-14 405	-14 274
<b>ATRD4 réalisé retraité</b>	<b>1 196 529</b>	<b>1 210 140</b>	<b>1 137 354</b>

Les augmentations entre 2015 et 2018 sont concentrées sur les postes suivants :

#### Principaux écarts entre 2015 et 2018



- **Rémunération brutes et charges sociales :** L'augmentation sur les charges de personnel s'explique en partie par l'augmentation des ETP due aux nouvelles obligations réglementaires et par les effets de tuilage dus à des départs à la retraite au sein de l'ELD ;

- **Autres charges** : L'écart sur ce poste s'explique essentiellement par :
  - La prise en compte des charges d'impayés acheminements (42 k€) ;
  - La réalisation d'une étude stratégique sur le positionnement de Caléo (30 k€).
- **Les services extérieurs** évoluent essentiellement en raison de :
  - L'accroissement de la maintenance informatique ;
  - La géolocalisation du réseau en partie sous-traitée.

## 6.2 Hypothèses d'indexation

Les hypothèses d'IPC qui ont été considérées à partir de 2017 sont indiquées ci-dessous. Il s'agit des projections du FMI.

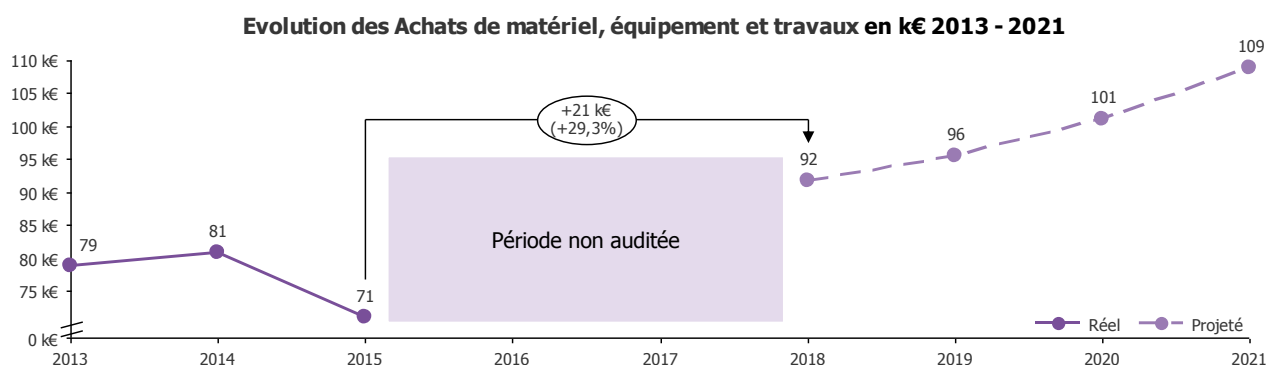
	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P
<b>IPC</b>	1,08%	1,26%	1,40%	1,51%	1,71%

Ces hypothèses n'appellent pas de remarques de notre part.

## 6.3 Détails des principales augmentations

### 6.3.1 Achats de matériel, équipement et travaux

Ce poste augmentera de 21 k€ entre 2015 et 2018 selon Caléo.



Caléo a indiqué avoir construit la projection de cette charge sur la période ATRD5 en considérant :

- Comme référence la moyenne des années 2013 et 2014 arguant que l'année 2015 n'était pas représentative en raison de la faiblesse du nombre de travaux. Inversement, cette logique n'a pas été suivie par Caléo pour projeter la recette Travaux pour tiers projetée à partir de la moyenne 2013-2015. Nous proposons de prendre comme référence la moyenne des années 2013 à 2015.
- Comme hypothèses d'évolution entre 2015 et 2016 un effet prix de +5% et un effet volume de +5%. Lors des travaux d'audit, Caléo a indiqué que la prise en compte d'une augmentation de 5% du prix n'était pas à retenir. De plus, l'hypothèse d'un effet volume de +5% nous est apparue insuffisamment justifiée.

En tenant compte des deux ajustements ci-dessus, la projection des Achats de matériel, équipement et travaux est la suivante et révèle un écart de 19 k€ sur la période ATRD5.

En k€	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
<b>Calcul demande tarifaire</b>	92	96	101	109	99
<b>Calcul PMP</b>	79	80	81	83	81
<b>Ecart</b>	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>20</b>	<b>26</b>	<b>19</b>

**Proposition d'ajustement initiale :** La correction du calcul effectué sur le poste Achats de matériel, équipement et travaux entraîne un ajustement annuel moyen à la baisse de **19 k€** sur la période ATRD5.

#### Réponse de l'ELD :

Caléo accepte la suppression de la hausse de 5% du volume au cours de la période.

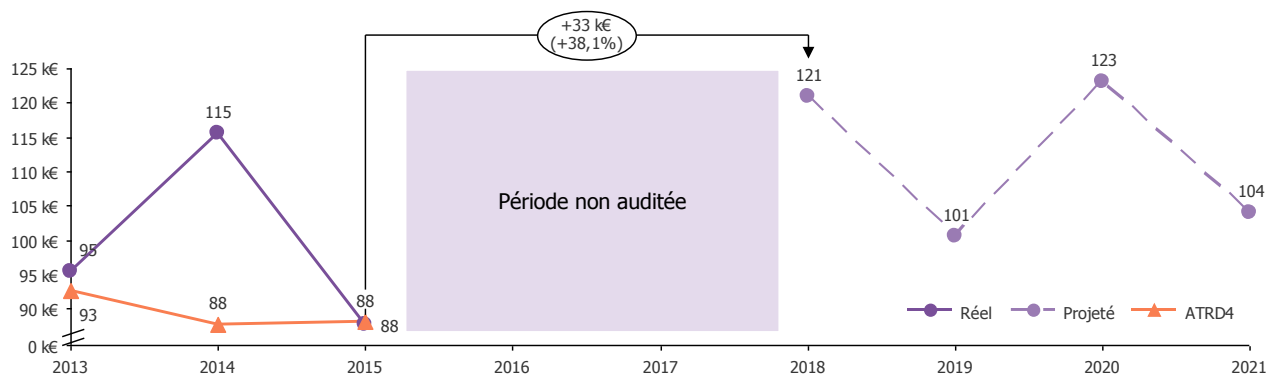
Cependant pour l'effet prix, Caléo souligne sa dépendance vis-à-vis des entreprises de terrassement. Le terrassement compte pour 80% du poste Achats de matériel, équipement et travaux selon Caléo. Or, Caléo estime que ces tarifs vont augmenter à partir de 2018, lors de la renégociation des contrats en cours en raison d'une reprise générale des chantiers dans la région.

**Proposition d'ajustement finale :** L'hypothèse d'une augmentation des tarifs de 5% n'est pas retenue du fait de l'incertitude sur les évolutions futures et du manque d'éléments concrets (devis...) pour justifier cette augmentation. PMP maintient donc son ajustement initial.

#### 6.3.2 Achats matières et fournitures non stockées

Ce poste augmentera de 33 k€ entre 2015 et 2018 selon Caléo.

Evolution des achats matières et fournitures non stockées en k€ 2013 - 2021



Cette charge est composée comme suit :

En k€	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	R	R	R	P	P	P	P	P	P
<b>Achat matériels et fourniture non stockée</b>	<b>95</b>	<b>115</b>	<b>88</b>	<b>120</b>	<b>99</b>	<b>121</b>	<b>101</b>	<b>123</b>	<b>104</b>
Travaux	65	90	60	91	71	91	71	93	74
dont immobilisé	[Confidentiel]								
<i>dont postes gaz</i>									
<i>dont extension et renouvellement</i>									
dont non immobilisé									

➤ Le sous-poste **Travaux** représente en moyenne sur la période 2013-2015, 71% des Achats matières et fournitures. Cette charge est elle-même subdivisée en deux parties :

- **La contrepartie production immobilisée** (matériel) elle-même scindée en deux types de charges :

- Une partie est liée aux **renouvellements des postes gaz** (environ 20 k€) en 2016, 2018 et 2020. Ces charges sont bien prises en compte dans le calcul de la production immobilisée et sont donc neutres sur le périmètre de la demande tarifaire de Caléo ;
- Une partie est liée aux **travaux d'extension et de renouvellement**. Pour calculer la composante liée au matériel, Caléo multiplie le montant de chaque type d'investissements par le ratio observé sur la période ATRD4 permettant d'isoler la composante matériel. Cette méthode de projection de la charge n'appelle pas de commentaires de notre part. De plus, la charge a bien été neutralisée par la prise en compte d'un montant équivalent de production immobilisée. [Confidentiel]

- **Les travaux refacturés sans contrepartie de production immobilisée** qui sont
- projetés en tenant compte de la moyenne constatée sur 2013-2015 auquel une
- augmentation de 5% est appliquée pour tenir compte de l'augmentation escomptée du
- nombre de chantiers. La trajectoire est ensuite tracée à partir de l'IPC.
- L'hypothèse d'augmentation de 5% est apparue élevée. PMP propose de considérer une
- trajectoire constante sur la période ATRD5. Le calcul révèle un écart de **2 k€** avec la
- trajectoire projetée par l'ELD : [Confidentiel]

➤ Le sous-poste **Hors travaux** représente en moyenne sur la période 2013-2015, 29% des Achats matières et fournitures. Ces charges ont été projetées à partir de l'année 2015 et en tenant compte de l'IPC. Ceci n'appelle pas de commentaire de notre part. [Confidentiel]

**Proposition d'ajustement initiale :** PMP propose de construire la trajectoire ATRD5 des travaux refacturés sans contrepartie de production immobilisée sans tenir compte de l'hypothèse d'augmentation des chantiers de 5%. Cette méthode génère un ajustement annuel moyen à la baisse de **2 k€** sur la période ATRD5.

**Réponse de l'ELD :** Cet ajustement n'appelle aucun commentaire de la part de Caléo.

### 6.3.3 Redevances

Le poste Redevances se composait en 2015 de : [Confidentiel]

Sur la période ATRD5, Caléo a intégré dans sa demande tarifaire le versement de redevances de concession pour l'ensemble des 16 communes de son périmètre (hors Guebwiller : la redevance correspondante est neutralisée) [Confidentiel].

Caléo a également pris en compte l'ensemble des redevances de domaine public que l'ELD pourrait être amenée à verser à partir de 2016 [Confidentiel]

#### Proposition d'ajustement initiale :

Conformément aux précédentes décisions de la CRE, PMP propose de retirer les redevances de desserte qui n'avaient pas été couvertes lors de l'ATRD4. Ceci représente un ajustement annuel moyen à la baisse de **32 k€** sur la période ATRD5.

De plus, la prise en compte de l'ensemble des redevances d'occupation du droit du sol que Caléo pourrait être amené à régler aux communes concédantes nous est apparu très prudente. PMP propose de reconduire le réalisé sur la période ATRD4 ce qui génère un ajustement annuel moyen à la baisse de **7 k€** sur la période ATRD5.

**Réponse de l'ELD :** Lors de l'ATRD4, la CRE avait supprimé la redevance de la Ville de Guebwiller de la demande tarifaire de Caléo. Celle-ci n'a donc pas été intégrée à la demande tarifaire ATRD5.

En revanche, Caléo a ajouté la redevance de concession (R1 - partie fonctionnement) et la redevance occupation du sol que l'ELD doit aux communes dans le cadre de la renégociation des contrats de concession qui seront resignés cette année. Caléo souhaiterait que ces redevances soient intégrées à sa trajectoire de coûts celles-ci sont indépendantes de la redevance de la Ville de Guebwiller.

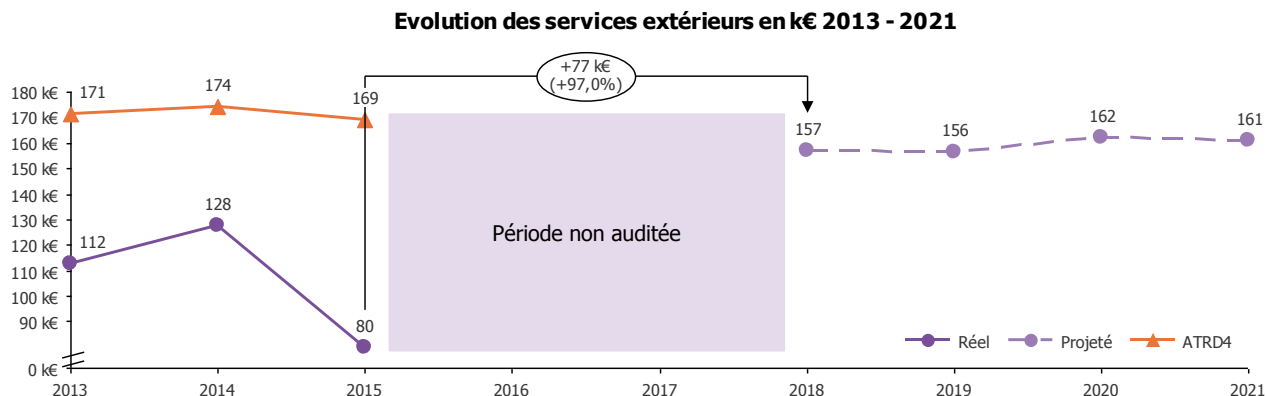
**Proposition d'ajustement finale :** En cohérence avec ce qui a été couvert lors de la période ATRD4, la redevance d'occupation des sols et les autres redevances sont conservées, l'intégration d'autres redevances sera étudiée en détail par la CRE.

Par ailleurs, la délibération de la CRE du 5 janvier 2017 modifie les conditions générales des contrats de raccordement au réseau de transport de GRTgaz et TIGF applicables aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel. Les conditions générales modifiées prévoient que TIGF assure à ses frais les opérations de maintenance des postes de livraisons. Ces charges sont donc retirées de la trajectoire ATRD5 ce qui entraîne un ajustement annuel moyen de -15 k€ sur l'ATRD5, conforme à la charge annuelle acquittée par Caléo lors de la période ATRD4. Cet ajustement complémentaire n'a pas été discuté lors de l'échange contradictoire.



### 6.3.4 Services extérieurs

Les services extérieurs augmenteront de 77 k€ entre 2015 et 2018 selon Caléo.



En tenant compte de l'inflation, l'écart entre 2015 inflaté et 2018 est de **75 k€**.

Cette variation s'explique essentiellement par les variations du poste informatique et du poste sécurisation des réseaux ainsi que par l'effet du sur-provisionnement du poste entretiens des réseaux :

- Sur le poste **maintenance informatique**, Caléo a prévu d'investir dans un nouveau logiciel de facturation, E-fluid,[Confidentiel]. Cette évolution SI accroît le besoin de maintenance, budgété à hauteur de **15 k€** par an. Caléo a indiqué que le logiciel E-fluid intégrait la mise en œuvre du portail GRD que Caléo avait budgétée lors de l'ATRD4 et pour lequel le budget n'avait pas été consommé (15 k€ / an soit 45 k€ sur l'ATRD4).[Confidentiel] Cette dépense ayant déjà été couverte lors de l'ATRD4, ceci appelle un ajustement à la baisse de **45 k€** cumulés sur l'ATRD5.
- [Confidentiel]Le poste **maintenance informatique** augmente également à hauteur de **7 k€** par an afin d'accomplir les nouvelles obligations engendrées par la loi NOTRe et à la LTECV. Cette charge a été jugée cohérente par rapport au nombre de PDL de Caléo. Elle n'appelle donc pas de commentaires de la part de PMP.
- Sur le poste **Sécurisation des réseaux**, Caléo justifie l'augmentation des charges par la **géolocalisation** et l'intégration des données de son réseau gaz dans son SIG conformément à la législation en vigueur (décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011). [Confidentiel]
- L'écart entre 2015 et 2018 s'explique enfin par la valeur non représentative du poste **Entretien des réseaux** (-11 k€) en 2015 expliqué par un sur-provisionnement en 2014, apuré en 2015 La projection sur l'ATRD5 a été construite à partir de la moyenne de 2013-2015. Le mode de projection est cohérent selon PMP.

#### Proposition d'ajustement initiale :

La maintenance du logiciel E-fluid doit être retraitée. Ce logiciel intègre la mise en œuvre d'un portail GRD pour lequel des charges de maintenance avaient été budgétées à hauteur de 45 k€ sur la période ATRD4 mais non consommées. Ceci entraîne un ajustement à la baisse de **45 k€** cumulé sur la période ATRD5 soit un ajustement annuel moyen à la baisse de **11 k€/an**.

[Confidentiel]Le montant budgété au titre de la géolocalisation doit être totalement soustrait des montants demandés par Caléo selon PMP, ces prestations ayant fait l'objet d'une charge réelle de 14 k€ vs 240 k€ prévus sur la période ATRD4. Cela génère un ajustement à la baisse de **100 k€** sur la période ATRD5 soit - **25 k€** par an en moyenne.

**Réponse de l'ELD :** Caléo accepte l'ajustement proposé concernant le logiciel E-fluid.

Concernant la migration vers le nouveau logiciel de facturation, une durée de transition de 6 mois semble trop courte. En effet, compte tenu de l'expérience d'autres ELD (notamment Vialis) qui ont effectué cette bascule et de l'impact sur l'organisation de l'entreprise au niveau informatique, facturation et accueil clientèle, une prise en compte d'un déploiement sur une durée de 2 ans semble plus conforme à la réalité.

Concernant le plan anti-endommagement, Caléo indique que le projet de géoréférencement des réseaux n'est pas le même que le projet de passage du réseau en classe A. En effet, lors de sa demande tarifaire ATRD4, l'ELD avait spécifié que sa demande concernait uniquement le passage en classe A et le coût éventuel des investigations complémentaires. L'ELD précise avoir effectué un gain important en productivité grâce à une méthode de détection moins onéreuse que prévue et à l'utilisation des travaux tiers pour mettre à jour sa cartographie. De plus, les demandes d'investigation complémentaires qui étaient budgétées n'ont pas été sollicitées.

Le géoréférencement, quant à lui, va permettre de fournir aux différents intervenants les informations indispensables de localisation pour la sécurité des chantiers. [Confidentiel]

**Proposition d'ajustement finale :** [Confidentiel]

Concernant le plan anti-endommagement, PMP considère que la classification en classe A et la géolocalisation participe du même objectif. Etant donné l'écart important sur ce poste entre le montant couvert par le tarif ATRD4 (240 k€) et le montant réellement dépensé (14 k€), PMP maintient son ajustement.

**6.3.5 Assurances**

Le poste Assurance a décliné de 20% sur la période ATRD4 en raison d'une renégociation des tarifs.

Afin de projeter la charge sur l'ATRD5, Caléo a considéré comme valeur de référence la moyenne de 2013-2015 indiquant que cela permettait d'anticiper les augmentations de charges à venir.

En k€	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
<b>Demande tarifaire de l'ELD</b>	40	41	41	42	41
<b>Calcul PMP</b>	<b>33</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>35</b>	34
<b>Ecart</b>	<b>-7</b>	<b>-7</b>	<b>-7</b>	<b>-7</b>	<b>-7</b>

**Proposition d'ajustement initiale :** La méthode de projection des charges d'assurance retenue par Caléo nous est apparue trop prudente. En tenant compte de la valeur de 2015 comme référence puis en utilisant l'IPC comme hypothèse d'augmentation, nous obtenons un ajustement annuel moyen à la baisse de **7 k€** sur la période ATRD5.

**Réponse de l'ELD :** Caléo accepte l'ajustement effectué par PMP.

### 6.3.6 Prestations externes

Le poste prestations externes sera selon Caléo en augmentation de 5 k€ entre 2015 et 2018.

[Confidentiel]

Pour construire le prévisionnel 2016 de ce poste, Caléo a pris comme année de référence l'année 2014,  
[Confidentiel]

PMP propose de construire la suite de la trajectoire à partir de 2017 en se basant sur la moyenne de 2013-2015.

[Confidentiel]

**Proposition d'ajustement initiale :** PMP propose de construire la suite de la trajectoire en se basant sur la moyenne de 2013-2015. Cela génère un ajustement annuel moyen à la baisse de **6 k€** sur la période ATRD5.

**Réponse de l'ELD :** Après discussion avec PMP et la CRE, Caléo accepte l'ajustement de PMP.

### 6.3.7 Dépenses de communication

Les dépenses de communication de 2015 correspondent à : [Confidentiel]

**Proposition d'ajustement initiale :** En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation. Ces dépenses sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD5. Ceci entraîne un ajustement annuel moyen à la baisse de **42 k€** sur la période ATRD5.

**Réponse de l'ELD :** Caléo accepte l'ajustement proposé par PMP. Les modalités de la mise en œuvre d'un mécanisme incitatif seront discutés ultérieurement avec la CRE.

### 6.3.8 Aides commerciales

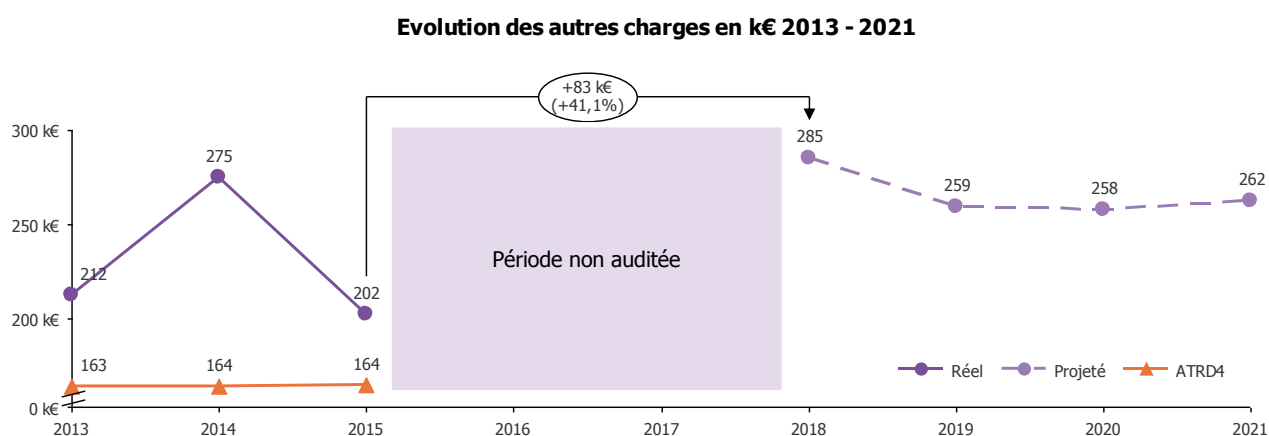
En 2015, la répartition des aides commerciales est la suivante : [Confidentiel]

**Proposition d'ajustement initiale :** En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation. Ces dépenses d'aides commerciales sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD5. Cela conduirait à un ajustement annuel moyen à la baisse de **42 k€** sur la période ATRD5.

**Réponse de l'ELD :** Caléo accepte l'ajustement proposé par PMP. Les modalités de la mise en œuvre d'un mécanisme incitatif seront discutés ultérieurement avec la CRE.

### 6.3.9 Autres charges

L'ELD prévoit une augmentation du poste Autres charges de 83 k€ entre 2015 et 2018. En tenant compte de l'inflation, l'écart entre 2015 inflaté et 2018 est de 78 k€.



- Caléo explique en partie cet écart par la prise en compte de la **gestion des impayés acheminements** à partir de 2016 pour un montant d'environ **42 k€** (provisions pour créances 36 k€ + créances irrécouvrables 6 k€).

Lors de l'élaboration du tarif ATRD5 de GRDF, le montant des créances irrécouvrables qui ont été intégrées dans les charges à couvrir correspondait à 0,9% du revenu autorisé. Le calcul réalisé par PMP à partir de cette hypothèse génère les écarts suivants par rapport à la trajectoire proposée par l'ELD dans sa demande :

€ courants	2018 P	2019 P	2020	2021	Moyenne 2018-2021
CCN	1 748 804	1 821 504	1 880 570	1 939 179	1 847 514
OPEX ajustés	1 283 821	1 276 585	1 314 517	1 335 369	1 302 573
Demande de l'ELD en impayés acheminements (A)	42 080	42 668	43 314	44 053	43 029
OPEX ajustés – Demande de l'ELD en impayés acheminements	1 241 741	1 233 917	1 271 202	1 291 316	1 259 544
<b>Total des charges à couvrir hors impayés acheminements</b>	<b>2 990 546</b>	<b>3 055 421</b>	<b>3 151 773</b>	<b>3 230 495</b>	<b>3 107 058</b>
<b>Calcul impayés PMP (B)</b>	<b>26 915</b>	<b>27 499</b>	<b>28 366</b>	<b>29 074</b>	<b>27 964</b>
<b>Ecart (B-A)</b>	<b>-15 165</b>	<b>-15 169</b>	<b>-14 948</b>	<b>-14 979</b>	<b>-15 065</b>

- 30 k€** s'expliquent par ailleurs par une étude que Caléo souhaite réaliser en 2018 sur son positionnement dans le monde gazier. Cette étude a pour vocation de réfléchir à la stratégie de long terme de Caléo : diversification, rapprochement avec un nouvel actionnaire...
- [Confidentiel] Enfin, PMP note que le poste Autres charges comprenait en 2015 (année de référence ayant servi à la construction de la trajectoire ATRD5) des recettes liées à une étude d'injection de biométhane. Les montants investis ont été remboursés et apparaissent en transfert de charges au niveau des recettes extratarifaires (47 k€ en 2015). Sur l'ATRD5, les charges et recettes liées au biométhane n'ont pas été intégrées par Caléo dans sa demande tarifaire. Il nous apparaît donc cohérent de construire la trajectoire ATRD5 en retirant les charges correspondantes à ce projet de l'année de référence 2015. Ceci entraînerait un ajustement annuel moyen à la baisse de **47 k€** sur la période ATRD5.

**Proposition d'ajustement initiale :**

Lors de l'élaboration du tarif ATRD5 de GRDF, le montant des créances irrécouvrables qui ont été intégrées dans les charges à couvrir correspondait à 0,9% du revenu autorisé. Le montant provisionné au titre des créances irrécouvrables a été recalculé en suivant cette méthode ce qui génère un ajustement annuel moyen à la baisse de **15 k€** sur la période ATRD5.

L'étude sur le positionnement de Caléo dans le monde gazier ne fait pas partie selon PMP des charges qui devraient être couvertes par le tarif ATRD5. Cela entraîne un ajustement à la baisse de **30 k€** au total soit **8 k€** en moyenne par an.

Enfin, PMP note que le poste Autres charges comprenait en 2015 (année de référence ayant servi à la construction de la trajectoire ATRD5) des recettes liées à une étude d'injection de biométhane. Il apparaît cohérent de construire la trajectoire ATRD5 en retirant les charges correspondantes à ce projet de l'année de référence 2015, celles-ci ayant fait l'objet d'un transfert de charge auprès de la Communauté de communes de Guebwiller. Ceci entraînerait un ajustement annuel moyen de **47 k€** sur la période ATRD5.

**Réponse de l'ELD :** Caléo accepte l'ajustement de PMP portant sur les impayés acheminements.

A propos de l'étude stratégique et du biométhane, Caléo n'a pas apporté d'éléments complémentaires lors du contradictoire sur ce point.

**6.3.10 Rémunération brute**

Caléo prévoit une augmentation des charges de rémunération brute de 168 k€ entre 2015 et 2018.

Afin d'estimer l'évolution des salaires, Caléo a tenu compte des hypothèses suivantes : [Confidentiel]

- ❗ Concernant la valeur du salaire national de base (SNB) pour l'année 2017, nous relevons qu'un gel de cet indice d'évolution salarial dans les industries électriques et gazières (IEG) a été annoncé le 12 décembre 2016 par les employeurs de la branche. Dans ce cadre, les organisations syndicales ont demandé l'ouverture de négociations au cours du 1er trimestre 2017. A notre connaissance aucune nouvelle annonce des employeurs de la branche n'est intervenue à ce jour. En cohérence avec l'annonce du 12 décembre 2016 des employeurs de la branche des IEG, nous proposons de reconduire à ce stade, pour 2017, la valeur de l'indice SNB constatée en 2016. Si de nouvelles décisions concernant l'évolution du SNB pour 2017 venaient à être prises par les parties prenantes de la branche IEG, cet ajustement pourrait être revu en conséquence.

Au-delà de ces évolutions de salaires, la rémunération brute augmente sous l'effet des variations d'effectif. Dans la demande de Caléo, l'effectif entre 2015 et 2018 évolue à hauteur de +2,175 ETP expliqués par l'ELD par les raisons suivantes :

- 
- + 2 ETP agents de maîtrise supplémentaires[Confidentiel]:
  - Des nouvelles missions liées à la loi NOTRe et LTECV (220 jours travaillés) : voir annexe 8.4 ;
  - De l'obligation d'élaboration de CRAC (170 jours travaillés) respectant le décret n° 2016-495 du 21 avril 2016.
- 
- 
-

- + 0,175 ETP qu'il faut analyser au regard des effets croisés entre départs, arrivés et changements d'affectation interne[Confidentiel].

#### **Proposition d'ajustement initiale :**

La prise en compte du SNB constaté en 2016 pour l'année 2017 conduit à un ajustement annuel moyen à la baisse de **4 k€** sur la période ATRD5.

Enfin, au regard de la comparaison qui a été effectuée entre les neuf ELD de l'audit, il apparaît que la charge de personnel affectée à la loi NOTRe et la LTECV rapportée au nombre de PDL n'est pas dans la moyenne d'un opérateur efficace. PMP propose de réduire le nombre d'ETP affectés à ces missions. Ceci génère un ajustement annuel moyen à la baisse de **40 k€**.

Le détail annuel des ajustements est indiqué ci-dessous : [Confidentiel]

**Réponse de l'ELD :** Caléo accepte l'ajustement de PMP sur l'introduction du GVT négatif ainsi que sur l'actualisation de l'évolution du SNB.

Pour la suppression des ETP loi NOTRe et LTECV, a indiqué être en désaccord avec la méthode utilisée. Le fait d'utiliser le nombre de PDL pour calculer un ratio ne nous semble pas opportun. Il faudrait rajouter par exemple le nombre de concessions. Caléo devra par exemple produire 18 CRAC. Caléo maintient donc sa demande [Confidentiel]

**Proposition d'ajustement finale :** Concernant les ETP loi NOTRe et LTECV, PMP maintient son ajustement initial car les travaux supplémentaires liés aux lois NOTRe et LTECV sont de la collecte et de la communication d'informations de consommation dont le PDL semble l'inducteur le plus pertinent.

### **6.3.11 Charges sociales**

Les Charges sociales augmenteront de 90 k€ entre 2015 et 2018 selon Caléo. [Confidentiel]

En appliquant les augmentations de taux de charges sociales mentionnées dans la demande tarifaire de Caléo qui ont été obtenues de la CNIEG, l'évolution attendue est la suivante :[Confidentiel]

En appliquant ces taux aux rémunérations brutes de la demande tarifaire de Caléo, l'écart constaté avec la demande tarifaire de Caléo est de **[Confidentiel]** En les appliquant aux montant de rémunérations brutes après ajustement, l'écart total constaté est de **-55 k€** en moyenne.

**Proposition d'ajustement initiale :** L'application de l'évolution du taux indiquée par la CNIEG sur la trajectoire de rémunération brute ajustée entraîne un ajustement annuel moyen à la baisse de **55 k€**.

**Réponse de l'ELD :** Caléo accepte l'ajustement de PMP sur ce poste, mais les contestations des ajustements sur les rémunérations brutes impactent indirectement les charges sociales.

**Proposition d'ajustement initiale :** Après prise en compte des remarques formulées par Caléo [Confidentiel] l'ajustement proposé par PMP sur le poste Charges sociales passe de -55 k€/an à **-44 k€/an**.

### 6.3.12 CCAS 1%

Les charges liées à la CCAS augmentent de 10 k€ entre 2015 inflaté et 2018. [Confidentiel]

La trajectoire ATRD5 a été tracée en tenant compte des négociations de branche qui sont en cours. Ces négociations pourraient selon Caléo entraîner une évolution de la méthode de calcul de cette charge. [Confidentiel]

**Proposition d'ajustement initiale :** L'évolution du mode de calcul des charges de CCAS devant encore être affiné, PMP propose de construire le prévisionnel en tenant compte de 1% du revenu autorisé. En appliquant cette méthode, cela engendre un ajustement annuel moyen à la baisse de **8 k€** sur la période ATRD5.

**Réponse de l'ELD :** Caléo accepte cet ajustement de PMP.

### 6.3.13 Transfert de charge

En 2014, Caléo a collaboré avec la Communauté de Communes de Guebwiller à une étude d'injection de biométhane sur son réseau. Les montants investis leur ont été remboursés et apparaissent en transfert de charges au niveau des recettes extratarifaires : 26 k€ en 2014 ; 47 k€ en 2015.

Le projet de biométhane est toujours en cours mais n'a pas été intégré dans la demande tarifaire de Caléo en raison de l'incertitude qui pèse sur la réalisation de ce projet (la 3<sup>e</sup> phase a été validée mais il reste 5 phases). L'absence de transfert de charge sur la période ATRD5 est donc cohérente et n'appelle pas de commentaire de notre part.

### 6.3.14 Autres recettes extra-tarifaires

Le poste Autres recettes extra-tarifaires évoluera selon Caléo de la façon suivante :

En k€	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	R	R	R	P	P	P	P	P	P
Prestations Catalogue	[Confidentiel]								
Locations de postes									
Recette Travaux tiers									
<b>Total</b>	227,62	195,85	204,49	213,98	216,28	219,01	222,07	225,43	229,28

- Les **prestations catalogue** ont été construites à partir de la moyenne 2013-2015 puis au moyen de l'IPC. Toutefois, Caléo a indiqué durant l'audit que ce poste contenait en 2015 un montant [Confidentiel] correspondant à des recettes d'acheminement en provenance des fournisseurs alternatifs (voir •). Ces recettes n'ont pas vocation à être intégrées dans la demande tarifaire de Caléo. Nous les retirons donc du montant 2015 ce qui a un impact sur la trajectoire ATRD5. Le calcul effectué par PMP révèle les écarts suivants sur la période 2018-2021 : [Confidentiel]

- Le poste **Locations de postes** a été construit à partir de la moyenne 2013-2015 puis au moyen de l'IPC. La trajectoire est cohérente.
- Concernant les **recettes Travaux tiers**, la valeur 2016 a été estimée à partir de la moyenne 2013-2015 [Confidentiel] La suite de la trajectoire a été construite au moyen de l'IPC. Or, l'hypothèse d'augmentation [Confidentiel] est apparue élevée. PMP propose de construire la suite de la trajectoire au moyen du seul IPC. Le calcul effectué par PMP révèle les écarts suivants par rapport à la trajectoire de l'ELD : [Confidentiel]

#### Proposition d'ajustement initiale :

Caléo a indiqué durant l'audit que le poste Prestations catalogue contenait en 2015 un montant [Confidentiel] correspondant à des recettes d'acheminement en provenance des fournisseurs alternatifs (voir 5.5.2). Ces recettes n'ont pas vocation à être intégrées dans la demande tarifaire de Caléo. Nous les retirons donc du montant 2015 ce qui a un impact sur la trajectoire ATRD5. Ceci engendre un ajustement annuel moyen à la hausse [Confidentiel](baisse des recettes).

PMP propose de construire la trajectoire ATRD5 des recettes travaux pour tiers sans considérer l'hypothèse d'augmentation du volume [Confidentiel] Cette méthode génère un ajustement annuel moyen à la hausse [Confidentiel] à la hausse (baisse des recettes).

**Réponse de l'ELD :** Caléo accepte cet ajustement de PMP.

#### 6.3.15 Production immobilisée

Caléo projette une augmentation de la Production immobilisée de 71 k€, soit 37% entre 2015 et 2018.

[Confidentiel]

La production immobilisée se décompose comme suit : [Confidentiel]

- Les **charges indirectes** correspondent essentiellement aux charges d'encadrement. Caléo tient compte d'une clé [Confidentiel] pour répartir les charges d'encadrement. Ceci n'appelle pas de commentaire de notre part car ce poste est neutre au périmètre de l'ELD si l'on tient compte des charges d'encadrement en miroir de ces écritures de production immobilisée.
- Des **charges directes** c'est-à-dire du matériel et de la main d'œuvre. La sous-traitance est directement imputée en immobilisation. Pour les investissements G1, les différentes composantes sont estimées à partir de ratios ci-dessous : [Confidentiel]

Les valeurs de ces ratios n'ont pas pu être vérifiés par PMP et présentent un risque de surestimation de la composante sous-traitance qui est directement affectée aux investissements. Le ratio de production immobilisée directe sur investissement G1 et G2 est inférieur à celui constaté sur la période ATRD4. [Confidentiel]

**Proposition d'ajustement initiale :** L'application d'un ratio [Confidentiel] sur l'assiette de investissements G1 et G2 conduirait à un ajustement annuel moyenne à la baisse de **9 k€** sur la période ATRD5.

**Réponse de l'ELD :** Caléo accepte l'ajustement de PMP, tout en précisant que ce poste est variable.



## 7. Principes de dissociation comptable

Pour rappel, Caléo a acquis deux nouvelles concessions. Il s'agit des communes d'Osenbach (concession signée en 2014) et Meyenheim (concession signée en oct 2016). Ces concessions ne sont pas soumises à un tarif péréqué.

Caléo a indiqué que les charges relatives à ces deux concessions n'avaient pas été intégrées dans la demande tarifaire pour la période ATRD5 : [Confidentiel]

**Proposition d'ajustement initiale :** Afin de retraiter l'ensemble des charges de la demande tarifaire de Caléo du périmètre non péréqué, PMP propose d'appliquer une clé de répartition construite à partir des kilomètres de réseau d'Osenbach sur la totalité du réseau en 2015[Confidentiel]. Nous obtenons un montant de charges de 18 k€ qui devraient être retranchés des charges réelles de Caléo en 2015. En continuant la trajectoire au moyen de l'IPC, le montant des charges à retraitées sur la période ATRD5 serait d'environ - **19 k€** par an.

**Réponse de l'ELD :** Caléo accepte cet ajustement.

Par ailleurs, la dissociation comptable au périmètre des concessions péréquées distingue les charges de personnel des autres charges :

- Les charges de personnel sont ventilées grâce à des clés de répartition calculées selon des inducteurs ou estimées en fonction de la charge du salarié (voir annexe 8.9).
- Pour les autres charges, la dissociation se fait en deux étapes :
  1. Dissociation entre les activités gaz et eau : celle-ci se fait à la maille de la facture, chaque facture étant ventilée analytiquement en fonction de l'activité. La plupart des factures sont ventilées soit directement sur le gaz, soit directement sur l'eau soit à 50/50 sur les deux activités.
  2. Dissociation entre les activités de distribution et de fourniture de gaz : Pour la dissociation entre distribution et fourniture, les clés suivantes sont utilisées :

Principales charges à répartir	Clé utilisée	Valeur de la clé pour le GRD
Achat gaz	Directement	0%
Charges directes	Directement	100%
Fourniture administrative carburant habillement, maintenance adm et informatique, affranchissement télécommunication, entretien matériel transport	ETP	75%
Frais afférents aux véhicules d'entreprise	50 / 50	50%
CVAE, provision clients douteux, créances irrécouvrables, charges d'intérêt financier	Chiffres d'affaires	24%
Loyer, entretien bâtiments, CFE, fourniture électricité	Superficie	65%

La vérification des données sources ayant servi au calcul de la clé CA a pu être effectuée. Cette clé est construite à partir des ventes de marchandise.

La clé salaire est construite de façon similaire à la clé ETP mais prend en compte le salaire du personnel.

La méthode de dissociation comptable utilisée par Caléo ne suscite pas de commentaire de la part de PMP.

## 8. Annexes

### 8.1 Demande tarifaire de Caléo

[Confidentiel]

### 8.2 Détails des ajustements proposés par PMP

[Confidentiel]

### 8.3 échéances des concessions

[Confidentiel]

### 8.4 Obligations liées à la loi NOTRe et à la LTECV

#### **Obligations appliquées sur la période ATRD4**

Chaque année les GRD doivent produire un Compte Rendu Annuel de Concession (CRAC) auprès de leur(s) autorité(s) concédante(s).

Dans le modèle de cahier des charges de contrat de concession rédigé par la FNCCR, les éléments à produire par le GRD sont précisés au § VIII<sup>1</sup>. Il doit en particulier inclure :

- Le rapport général : présentant les principaux résultats et les perspectives d'évolutions
- Le rapport financier : détaillant les recettes et les dépenses
- Le rapport sur la qualité : rapportant tous les incidents et les actions préventives Le rapport sur les travaux réalisés : listant les travaux, les dépenses et leur rentabilité
- Le rapport sur le patrimoine : détaillant le réseau et sa valeur
- La liste des opérations de déclassement effectuées sur le réseau
- Les prévisions du concessionnaire en termes d'extension, de renouvellement, de maintenance, de sécurité etc.
- L'état des règlements financiers entre l'autorité concédante et éventuellement ses communes adhérentes et le concessionnaire
- La liste des immeubles mis à disposition par l'autorité concédante
- La liste des raccordements au réseau des installations de production de bio-méthane

#### **Obligations considérées sur la période ATRD5**

La loi applicable est la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (loi LTE) qui introduit de nouvelles obligations pour les distributeurs de gaz qui n'existaient pas auparavant. Cette loi est entrée en vigueur le 19 août 2015.

La loi LTE a modifié l'article L. 111-77 du code de l'énergie qui est complété par deux alinéas, qui fixent des nouvelles obligations au gestionnaires de réseau de distribution de gaz.

Dans le cadre de leurs missions, les gestionnaires de réseau de distribution de gaz sont désormais également : «chargés de mettre à la disposition des personnes publiques, à partir des données issues de leur système de comptage d'énergie, les données disponibles de consommation et de production de gaz naturel et de biogaz dont ils assurent la gestion, dès lors que ces données sont utiles à l'accomplissement des compétences exercées par ces personnes publiques, en particulier pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans climat-air-énergie territoriaux prévus à l'article L. 229-26 du code de l'environnement.»

Concernant le contenu de ces données, il a été précisé par le décret n° 2016-973 du 18 juillet 2016 relatif à la mise à disposition des personnes publiques de données relatives au transport, à la distribution et à la production d'électricité, de gaz naturel et de biométhane, de produits pétroliers et de chaleur et de froid.

Deux nouveaux articles ont été intégrés au code de l'énergie D. 111-53 et D. 111-54 qui listent toutes les données devant être transmises au service statistique du ministère chargé de l'énergie et mises à disposition des personnes publiques.

Informations à transmettre - Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz pour les réseaux qu'ils exploitent :

- Article D. 111-53 :
  - « 1° Consommation totale annuelle de gaz et d'électricité par IRIS et par secteur d'activité ; en se limitant pour le secteur résidentiel aux agrégats dont le nombre de points de livraison est supérieur à 10 ou dont la consommation dépasse le seuil-résidentiel ; à chaque consommation est associé le nombre de points de livraison correspondants ; un agrégat résidentiel est dit secrétisé quand le nombre de points de livraison de l'agrégat est inférieur à 11 et quand sa consommation résidentielle est inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;
  - « 2° Somme régionale et par établissement public de coopération intercommunale des consommations annuelles des agrégats résidentiels secrétisés et nombre de points de livraison correspondants ;
  - « 3° Estimation de la part thermosensible et de la thermosensibilité des consommations ; des profils de consommation moyens établis à l'échelle nationale peuvent être utilisés pour estimer la part thermosensible et la thermosensibilité des consommations ;
  - « 4° Consommation totale annuelle de gaz et d'électricité par bâtiment non résidentiel, ou comprenant plus de dix points de livraison résidentiels, ou dont la consommation résidentielle est supérieure au seuil-résidentiel ; à chaque consommation est associée le nombre de points de livraison correspondants ; un arrêté du ministre chargé de l'énergie précise les modalités d'application de cette disposition, y compris comment la notion de bâtiment peut être élargie à des regroupements de bâtiments, à l'initiative du gestionnaire de réseau ou à la demande d'une personne publique, ces regroupements de bâtiments étant traités comme des bâtiments dans le cadre de la présente section ;
  - « 5° Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz, capacité d'injection de biométhane et quantité annuelle de biométhane injecté de chaque installation de production selon sa typologie ; pour chaque installation sont mentionnés l'IRIS où se situe le point d'injection sur le réseau de distribution ainsi que, s'il diffère, et si l'information est disponible, l'IRIS du site de production principal.

Ces données sont transmises au ministère et mises à disposition des personnes publiques qui en font la demande.

- Art. D. 111-54.-Pour les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité ou de gaz, les informations mentionnées à la sixième phrase du troisième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales comprennent la présentation du réseau, à la maille régionale et intercommunale, sur la base d'une cartographie commentée.

Le décret précise que la transmission ou la mise à disposition des données mentionnées aux articles D. 111-53 et D. 111-54 n'est pas facturée, y compris pour les données par bâtiment fournies par les gestionnaires de réseaux après traitement informatique fondé uniquement sur la base de leurs référentiels d'adresses.

Le décret ajoute également un article concernant d'autres données à transmettre aux personnes publiques pour l'exercice de leurs compétences.

- « Art. D. 111-57.-Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz ou d'électricité, sont définies les données suivantes, par réseau :
  - « 1° Consommation totale annuelle par point de livraison résidentiel lorsque cette consommation est inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;
  - « 2° Consommation totale annuelle par bâtiment comportant un seul point de livraison résidentiel, la consommation de ce point étant inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;
  - « 3° Consommation totale annuelle de gaz ou d'électricité par bâtiment, dont la part résidentielle, respectivement de gaz ou d'électricité, est inférieure ou égale au seuil-résidentiel et qui comporte entre 2 et 10 points de livraison résidentiels.

### **Impacts sur les charges des ELD**

L'ensemble des ELD ont prévu des charges supplémentaires pour faire face à ces nouvelles obligations :

- Charges en termes de rémunération des agents mobilisés sur la production de ces nouvelles informations (soit dans les CRAC soit directement fournies aux acteurs prévus dans la loi)
- Charges de développement et de maintenance des outils nécessaires à la production de ces données

## **8.5 Evolution des ETP entre 2015 et 2018**

[Confidentiel]

## **8.6 Mail d'UEM Metz pour estimation des investissements informatiques**

[Confidentiel]

## **8.7 Indices de réévaluation des loyers commerciaux**

[Confidentiel]

## **8.8 Evolutions envisagées des charges de CCAS**

[Confidentiel]

## **8.9 Détail de construction de la clé ETP**

[Confidentiel]